



Assemblée nationale

journal des Débats

Deuxième session — 31^e Législature

Le vendredi 4 novembre 1977

Vol. 19 — No 113

Président: M. Clément Richard

Table des matières

Présence d'un ministre ontarien dans les galeries.	3929
Projets de loi privés	
Projet relatif à la paroisse de Saint-François-Xavier-de-la-Petite-Rivière.	3929
Projets de loi au nom du gouvernement	
Projet de loi no 66—Loi concernant l'acquisition de certains immeubles par la Société d'habitation du Québec	
Première lecture.	3929
Projets de loi au nom des députés	
Projet de loi no 259—Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint- François-Xavier-de-la-Petite-Rivière	
Première lecture.	3930
Motion de renvoi à la commission permanente des affaires municipales_____	3930
Questions orales des députés	
Situation de la construction.	3931
Rencontres relatives au projet de loi no 53.	3934
Problèmes financiers concernant l'industrie des maisons préfabriquées et mobiles.	3935
Indemnisation des victimes d'amiantose et de silicose.	3937
Référendum sur l'indépendance.	3939
Travaux parlementaires.	3940
Motion pour faire siéger la commission permanente de la présidence du conseil_____	3941
Vote sur la motion.	3942
Projet de loi no 67—Loi sur l'assurance automobile	
Deuxième lecture (suite).	3942
M. Georges Vaillancourt (suite).	3942
M. Lucien Lessard.	3943
M. Claude Dubois.	3949
M. Louis O'Neill.	3950
M. Victor-C. Goldbloom.	3952
Ajournement	3954

*L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre des Finances
Adresse: Service des Documents Parlementaires
Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement, Québec.
G1A 1A7*

Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762

Le vendredi 4 novembre 1977

(Dix heures quatorze minutes)

M. Richard (président): A l'ordre, mesdames et messieurs!

Présence d'un ministre ontarien

Je veux signaler la présence dans les galeries, ce matin, de M. Darcy McKeough, qui est le trésorier provincial et le ministre des Affaires intergouvernementales de l'Ontario.

Affaires courantes.

Dépôt de rapports de commissions élues.

Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.

M. le leader parlementaire du gouvernement.

Projets de loi privés

Projet relatif à la paroisse de Saint-François-Xavier-de-la-Petite-Rivière

M. Burns: M. le Président, relativement au projet de loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-François-Xavier-de-la-Petite-Rivière, il me fait plaisir de déposer le rapport du greffier en loi. Ce rapport nous dit que l'avis n'est pas tout à fait régulier. Je vous cite le deuxième paragraphe du rapport du greffier en loi: "Le projet de loi ayant été déposé au secrétariat des commissions, le 28 octobre, et les avis dans les journaux devant être publiés à compter du 9 novembre, et dans la Gazette officielle du Québec à compter du 12 décembre, il y a lieu de suspendre les règles de pratique ayant trait au dépôt et à la publication des avis."

On indique, entre autres, que le fait de la grève du Soleil soit un élément important dans cette affaire. Je dépose cet avis et je fais motion pour que les règles de pratique ayant trait au dépôt et à la publication des avis, dans ce cas, soient suspendues.

Le Président: Cette motion sera-t-elle adoptée?

M. Mailloux: M. le Président.

Le Président: M. le député de Charlevoix.

M. Mailloux: Je ne sais pas si le règlement de la Chambre me permet une telle question. Est-ce qu'il s'agirait, dans ce projet de loi, d'une erreur qui se serait glissée au Conseil municipal de Petite-Rivière-Saint-François par laquelle les échevins élus n'étaient pas au siège qu'ils auraient dû occuper; c'était donc une erreur de numérotage de siège?

M. Burns: Pour autant que je puisse me le rappeler, je pense qu'il s'agit d'un problème de cette nature; sauf qu'il s'agit d'un projet de loi privé, évidemment, qui ne passe pas au comité de

législation. Je ne pourrais pas vous donner le détail du projet de loi. Mais il paraît que c'est du désir de cette municipalité d'être entendue le plus rapidement possible. Il semble que du côté du ministère des Affaires municipales, même si on ne se prononce pas sur la valeur du projet de loi comme tel, on est prêt à entendre les gens à ce sujet.

Mais, je dis au député de Charlevoix que c'est, de mémoire, un problème de cette nature.

M. Lavoie: Le leader du gouvernement peut-il nous assurer que nous n'adopterons pas ce projet de loi ou que les parties ne seront pas entendues en commission au moins avant que les avis soient publiés?

M. Burns: J'ai justement l'intention d'insister pour que des avis soient publiés avant que le projet de loi puisse être entendu en commission parlementaire. Maintenant, il y a peut-être des impératifs, à un moment donné, qui vont nous forcer à faire le contraire, auquel cas je consulterai les représentants de l'Opposition à ce sujet.

Le Président: La motion du leader parlementaire du gouvernement sera-t-elle adoptée?

M. Lavoie: Adopté.

Le Président: Adopté.

Présentation de motions non annoncées.

Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.

M. le leader parlementaire du gouvernement.

Projets de loi au nom du gouvernement

Projet de loi no 66

Première lecture

M. Burns: En l'absence du ministre des Affaires municipales, j'aimerais, s'il vous plaît, présenter le projet de loi qui est inscrit en son nom à l'article j).

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement, au nom du ministre des Affaires municipales, propose la première lecture de la Loi concernant l'acquisition de certains immeubles par la Société d'habitation du Québec.

M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Burns: Le présent projet de loi crée une exception à une disposition de la Loi prolongeant et modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires de façon à permettre l'aliénation de certains immeubles en faveur de la Société d'habitation du Québec.

Le Président: Cette motion de première lecture sera-t-elle adoptée?

M. Lavoie: Sur division, M. le Président. Maintenant, j'aurais une question à poser, et ce serait le moment de le faire, avant que vous donniez l'ordre de deuxième lecture. Plusieurs députés, dont le leader parlementaire du gouvernement, ainsi que le député de Fabre entre autres, connaissent la complexité de ce problème. Nous en sommes d'ailleurs rendus au moins à notre troisième projet de loi, si ce n'est pas le quatrième sur ce cas.

Une Voix: Comptez le vôtre aussi.

M. Lavoie: Oui, je le compte. Il y en a eu un dans notre cas et deux ou trois dans le vôtre. Bon. Il y a beaucoup d'intérêts en jeu; il y a d'abord les intérêts de celui qui était propriétaire de l'ensemble immobilier. Il y a aussi 88 acquéreurs de duplex qui ont acheté des maisons de bonne foi, mais qui ne peuvent pas terminer leur acquisition.

Il y a, mêlé à cela, une association de propriétaires. Il y a deux associations de locataires qui ont des intérêts également. Je crois, cela a déjà été demandé et je voudrais que le leader du gouvernement puisse en discuter avec le ministre des Affaires municipales, qu'avant de légiférer pour une troisième ou une quatrième fois, ce serait vraiment utile d'entendre les parties. Je crois que c'est tout à fait normal.

M. Burns: La question qui m'est posée, je la prends en avis jusqu'au retour, qui devrait être au début de la semaine prochaine, du ministre des Affaires municipales. Je prends bonne note de la suggestion du député de Laval que je vais transmettre au ministre des Affaires municipales, et je pourrai donner la réponse dans le courant de la semaine prochaine. En somme, si je comprends bien, le député de Laval nous suggère qu'avant l'adoption du projet de loi en deuxième lecture il y ait audition, tout au moins, des parties immédiatement intéressées dans ce cas. J'en prends bonne note et je donnerai la réponse la semaine prochaine.

M. Lavoie: Je ne voudrais pas retarder inutilement l'adoption du projet de loi. Je ne voudrais pas qu'on procède par le moyen conventionnel d'avis dans la Gazette officielle. On pourrait communiquer avec ces gens par téléphone et les entendre, même la semaine prochaine. C'est le cas de Val-Martin. Les faire venir, les inviter par téléphone.

M. Burns: J'ai bien compris la suggestion du député de Laval et je le remercie de sa collaboration là-dessus. S'il leur plaît d'être entendus et si le ministre des Affaires municipales me dit que c'est également dans ses vues, je peux vous assurer que je vais faciliter la venue de ces gens au cours de l'adoption du projet de loi.

M. Lalonde: M. le Président, dans le même ordre d'idées, quelle que soit la conclusion à laquelle le leader pourrait venir, étant donné que j'ai entendu, moi, ainsi que plusieurs membres de

cette Assemblée, parler d'une entente qui aurait déjà été faite concernant Val-Martin, déjà signée, est-ce qu'il ne serait pas sage ou enfin utile, de la part du ministre des Affaires municipales, éventuellement, de déposer en cette Chambre, faisant suite au projet de loi, toute entente par laquelle la Société d'habitation du Québec se serait déjà engagée à acquérir des immeubles à rencontre de la loi 78?

M. Burns: Je vais donner la réponse au député de Marguerite-Bourgeoys en même temps que je donnerai celle qui vient de m'être demandée par le député de Laval, c'est-à-dire la semaine prochaine.

Le Président: Cette motion de première lecture sera-t-elle adoptée?

M. Lavoie: Adopté sur division.

Le Président: Adopté sur division.

Le Secrétaire adjoint: Première lecture de ce projet de loi.

Le Président: Deuxième lecture à la prochaine séance ou à une séance subséquente.

Présentation de projets de loi au nom des députés.

M. Burns: Article k, M. le Président.

Projets de loi au nom des députés

Projet de loi no 259 Première lecture

Le Président: M. le député de Vanier propose la première lecture de la loi privée concernant la municipalité de la paroisse de Saint-François-Xavier-de-la-Petite-Rivière.

Des Voix: Discours.

M. Burns: Adopté.

Le Président: Est-ce que cette motion de première lecture sera adoptée?

M. Brochu: Adopté.

Le Secrétaire adjoint: Première lecture de ce projet de loi.

Le Président: Deuxième lecture, prochaine séance...

Motion de renvoi à la commission des affaires municipales

M. Burns: Non, M. le Président. Je fais motion pour que ce projet de loi soit déféré à la commission des affaires municipales. Je profite de l'occasion pour dire que si le temps le permet cette

commission, qui siège le mardi 8 novembre relativement au projet de loi de la ville de Montréal, pourrait peut-être se voir confier le mandat d'examiner ce projet de loi, si le temps le permet, évidemment.

M. Mailloux: M. le Président.

M. Lavoie: Vous m'aviez dit que les avis seraient publiés avant d'entendre les parties. Est-ce que les avis vont paraître dans les journaux de fin de semaine? C'est dans ce cas que vous m'aviez dit...

M. Burns: D'accord, on va examiner cela.

M. Mailloux: M. le Président, comme on a nommé le député de Vanier, est-ce que je dois comprendre que la municipalité de Petite-Rivière-Saint-François a été soustraite de Charlevoix pour être rattachée à Vanier?

M. Burns: Mon Dieu Seigneur! Je me rappelle nombreux cas, alors que nous étions dans l'Opposition, où le député...

M. Lavoie: Nommez un seul cas.

M. Burns: Oui. Je vais vous en donner dix, si vous voulez. Je vais vous donner le cas de la ville de Pointe-aux-Trembles qui est située dans le comté de Lafontaine, où c'étaient des députés libéraux qui présentaient le projet de loi, alors que le député de Lafontaine était normalement appelé à présenter ce projet de loi. C'est arrivé de nombreuses fois. Il n'y a rien d'extraordinaire là-dedans.

Le Président: M. le député de Vanier.

M. Bertrand: M. le Président, est-ce que je pourrais demander au leader parlementaire du gouvernement, étant donné l'urgence de l'adoption de ce projet de loi privé, s'il consentirait éventuellement, au moment où siègera la commission qui va étudier les amendements à la charte de la ville de Montréal, à ce que ce projet de loi puisse être étudié avant celui de la ville de Montréal? Je pense qu'on n'aura pas le temps de régler celui de la ville de Montréal, et celui-ci urge de façon particulière.

M. Burns: Je prends bonne note, M. le Président, de la suggestion du député de Vanier, tout en tenant compte de la suggestion que m'avait faite tout à l'heure le député de Laval. Je devrai, d'ici mardi, prendre une décision définitive à ce sujet. Il m'apparaîtrait quand même qu'au moins un minimum d'avis soit donné dans le cas de ce projet de loi pour que quelqu'un qui s'y opposerait puisse venir en donner les raisons.

Le Président: Est-ce que cette motion de renvoi sera adoptée?

M. Brochu: Adopté.

Le Président: Adopté.

Déclarations ministérielles.
Dépôt de documents.
Période de questions orales.
M. le député d'Outremont.

QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS

Situation de la construction

M. Raynauld: M. le Président, ma question s'adresse au ministre d'Etat au développement économique. Ce dernier a dû avoir le temps de voir les statistiques des contrats de construction à Montréal et à Toronto, puisque j'ai attendu cette fois-ci pour qu'il en prenne connaissance.

Je suppose donc qu'il sait qu'en septembre les contrats de construction ont baissé dans le secteur résidentiel de 59%; dans le secteur commercial, de 75%; dans le secteur industriel, de 76%. Je suppose que répéter de telles statistiques, mois après mois, peut peut-être leur faire perdre un peu de signification, ce qui ne devrait pas être le cas, mais je voudrais vraiment essayer de voir si le ministre pense que cette situation va se corriger. Ensuite, comment pourrait-il expliquer les différences énormes qui existent à cet égard entre la région métropolitaine de Montréal et la région métropolitaine de Toronto.

Etant donné que le ministre McKeough est ici, il sera probablement amusé d'entendre ces statistiques, où l'on voit également qu'à Montréal, la région métropolitaine, pour les neuf premiers mois, de janvier à septembre, les baisses sont de moins 23% dans le résidentiel, et plus de 42% à Toronto. Dans le secteur commercial, moins 21% à Montréal, plus 55% à Toronto; dans le secteur industriel, moins 45% à Montréal, plus 17% à Toronto, pour un sous-total de moins 25% à Montréal et de plus 41% à Toronto.

Je répète donc ma question. Pourrait-il nous expliquer, dans une même conjoncture internationale, les mêmes politiques fédérales, comment cela se fait-il qu'à Montréal cela chute depuis neuf mois consécutifs sans aucune espèce de modification et que cela monte pendant ce temps à Toronto?

Le Président: M. le ministre d'Etat au développement économique.

M. Landry: M. le Président, je comprends que le député d'Outremont soit très intéressé par ce qui se passe à Toronto et en Ontario et qu'il profite peut-être de l'occasion puisque nous avons ce visiteur de marque. Je lui suggérerais de regarder dans le reste du Québec comparé à Montréal. C'est là que cela monte. Je finis par comprendre — je vais vous donner des chiffres — ces pures spéculations, mais comme son introduction a été longue, M. le Président, je vais me permettre d'en faire une courte aussi.

Est-ce que le député d'Outremont n'est pas obsessionnel vis-à-vis de ces chiffres quand il se rend compte qu'un fameux rapport Martin-

Higgins-Raynauld, qui a été vrai pendant plusieurs années et qui faisait de Montréal le principal pôle de développement économique et qui était un chef-d'oeuvre intellectuel, n'est plus vrai aujourd'hui? Même les brillantes intuitions finissent par être périmées.

M. Lavoie: Cela va bien, l'économie, applaudissez!

M. Landry: Je sais que le député de Laval n'est pas très versé dans ces choses, mais il devrait quand même nous laisser répondre aux questions de son savant collègue.

M. Lavoie: C'est aussi catastrophique à Laval, entre autres, et dans votre comté.

M. Landry: M. le Président, la Gazette du vendredi 28 octobre — la Gazette, comme chacun le sait, n'est pas précisément une annexe du Parti québécois — "Québec construction contracts up 22%. The Québec construction industry in the doldrums in recent months showed new health in September".

La valeur des nouveaux projets commencés est de 22% plus élevée que pour le même mois de l'année dernière, d'après les statistiques fournies par Cana-Data. En septembre, Québec a eu pour \$302,2 millions de contrats, comparé à \$247,6 millions en septembre 1976. Alors que visiblement la conjoncture canadienne se détériore, je ne dis pas que c'est le gouvernement du Québec, mais quelques facteurs font que la conjoncture québécoise est en voie de redressement dans ce secteur de la construction en particulier.

J'ai dit que la Gazette, du fait qu'elle n'a pas de sympathie particulière vis-à-vis de nous, pouvait être un médium valable pour juger de la question. Même le Devoir a dit: "Hausse de 12% dans la construction", le 3 novembre 1977. Il est vrai que, si la performance de Montréal n'est pas fabuleuse — il y a des raisons à cela et, si jamais le député d'Outremont retournait à la science, il pourrait peut-être faire une bonne étude du phénomène — dans le reste de la province, on note une hausse importante de l'activité, qui se traduit pas un accroissement de 9,9% dans les heures de travail, celles-ci passant de 22,8 millions d'heures, pour les huit premiers mois de 1976, à 25,3 millions d'heures cette année.

J'ai fait, M. le Président, quelques remarques sur le mode plaisant, je n'en disconviens pas, mais je suis effectivement assez réjoui du fait que l'ensemble territorial québécois "performe" relativement bien dans le domaine de la construction. Un technocrate, si je puis dire, mais pas dans le sens péjoratif, de la Communauté urbaine de Montréal, me confiait récemment, sans en faire une thèse de doctorat, que les efforts en urbanisme qu'ils ont déployés conduisent à localiser dans l'île de Montréal d'autres genres d'activités, un autre genre de développement, une surface urbaine mieux planifiée, de telle sorte que les activités qui se faisaient à Montréal autrefois se font ailleurs. Le débat est

ouvert à savoir si c'est un désastre ou si ce n'en est pas un.

Le Président: M. le député d'Outremont.

M. Raynauld: M. le ministre a posé la question à savoir si je n'étais pas un peu obsessionnel avec les investissements. Il y a quelque chose, c'est vrai, d'obsessionnel, mais ce n'est pas à propos des statistiques, c'est à propos des déclarations que les ministres font. C'est cela qui m'obsède. Par exemple, le 28 janvier, le ministre d'Etat au développement économique a dit que...

M. Proulx: Question.

M. Raynauld: Le ministre a annoncé un nouveau printemps économique, au mois de janvier. Je voudrais lui demander comment il va relier cette déclaration avec la situation qu'on a observée. C'est cela ma question. Pour pouvoir la relier, il faudrait peut-être que je m'y reporte. Le 2 mars, il a annoncé qu'il avait reçu des assurances nombreuses d'hommes d'affaires qui annonceraient des investissements importants dans la région de Montréal. Le 14 juin, il a dit qu'il y avait une relance économique dans les investissements au Québec. Le 14 juin. Je me demande pourquoi il a présenté un programme quelques mois plus tard. Le ministre de l'Industrie et du Commerce, la même chose, au mois de décembre, a annoncé des projets d'investissements...

Le Président: M. le député d'Outremont, je vous demanderais de conclure par votre question, s'il vous plaît.

M. Raynauld: J'ai déjà expliqué quelle était la question. Ma question est la suivante: Comment peut-il concilier ce genre de déclarations optimistes, même naïves, avec le genre de résultat qu'on a jusqu'à maintenant?

Le Président: M. le ministre d'Etat au développement économique.

M. Landry: M. le Président, dans le cycle naturel des saisons, le cycle physique — il a fait allusion...

M. Lalonde: ... la faute au fédéral, là c'est la faute aux saisons.

M. Landry: ... au printemps. Les saisons, dans le cycle naturel, durent quatre mois, grosso modo, mais dans la vie des peuples, M. le Président, les saisons peuvent être un peu plus longues.

Je sais qu'il y aura un printemps québécois, économique comme politique, mais en raison du long hiver...

M. Lalonde: Quand vous vous ferez battre.

M. Landry: ... que les régimes rétrogrades nous ont infligé, cette débâcle et ce dégel ne peu-

vent pas venir au rythme aussi accéléré et immuable que ne viennent les saisons physiques.

M. Lavoie: M. le Président, c'est un ministre cela?

M. Landry: Parlons des raisons de notre optimisme que nos amis d'en face qualifient de naïf. Pour précisément ne pas avoir maille à partir avec eux sur les statistiques, eux qui croient dur comme fer tout ce qui est pessimiste et qui vient d'Ottawa et qui se refusent à croire ce qui est optimiste, nous avons fait, mes collègues et moi-même — je les referais et mes collègues les referaient — des déclarations basées sur les projections révisées des investissements au Québec pour Statistique Canada. Pour la hausse des immobilisations, totales, le Québec se chiffrait par plus 14,3% et le reste du Canada à plus 9,5%. C'est cela la réalité statistique et c'est sur celle-là, en dépit de toute métaphore atmosphérique, que nous avons basé nos déclarations.

Des investissements importants, il en est venu. Chacun sait ce qui s'est passé à Sainte-Thérèse, cet été même; des gens d'une naïveté parfaite et d'une candeur impeccable, General Motors Corporation, ont investi \$40 millions à Sainte-Thérèse. Même si les journaux français disent que le premier ministre du Québec a des beaux yeux, pensez-vous que c'est pour ses yeux qu'ils ont investi ou parce qu'ils ont confiance dans la solidité fondamentale de l'économie québécoise? Ils savent qu'en dépit des propos pessimistes d'en face on va continuer à acheter des voitures automobiles et on va continuer à en exporter aux États-Unis et ailleurs. C'en est un investissement.

Egalement ce que l'Aluminium du Canada fait à La Baie, un des grands projets manufacturiers présentement en construction en Amérique du Nord, M. le Président; est-ce que c'est signe de naïveté? Est-ce que c'est signe d'erreur d'analyse? Ce que fait Bendix à Farnham, en particulier, ce que fait CIL, filiale d'Imperial Chemical, à Bécancour; \$100 millions dans un doublement de son projet, travaux présentement en cours. On parle de naïveté dans ce domaine, M. le Président, parce que nous avons fait des déclarations qui rendaient compte de la réalité, qui est bien moins mauvaise que ne veulent le dire nos amis d'en face. Je me demande si, au fond, leur obsession n'est pas ce que nos amis ontariens et les anglophones appellent du "Wishful thinking". Ils souhaiteraient tellement que cela aille mal qu'ils ne voient plus que les statistiques désolantes.

M. Raynauld: M. le Président.

Le Président: M. le député d'Outremont, une dernière question là-dessus.

M. Raynauld: Ce n'est même pas une question, je pense...

Le Président: Devant votre aveu, M. le député

d'Outremont, il serait difficile de vous donner la parole.

Une Voix: Il a changé d'idée.

M. Raynauld: Question de privilège.

Le Président: Vous en faites une question de privilège?

M. Raynauld: M. le Président, je pense qu'il n'est pas possible de continuer à accepter que dans ces réponses à ces questions...

Des Voix: Ce n'est pas une question de privilège.

M. Raynauld: Le privilège écoutez-le, quand même.

Je pense qu'il n'est pas possible de continuer à accepter qu'à chaque fois qu'on pose des questions sur la situation économique on nous réponde que nous sommes soit obsédés...

M. de Belleval: Ce n'est pas une question de privilège, M. le Président.

M. Raynauld: ... soit qu'on nous dise, comme on vient de le faire, que nous sommes heureux que la situation économique du Québec aille mal. Je n'accepte pas cela, M. le Président. Je ne suis pas heureux que la situation économique aille mal et je n'accepte pas qu'un ministre nous accuse de le dire et de le vouloir.

Le Président: A l'ordre! A l'ordre, messieurs! M. le député de Maskinongé, vous avez la parole.

M. Picotte: Cela va peut-être vous surprendre que ma question ne s'adresse pas au ministre de l'Agriculture, mais c'est le cas étant donné qu'il est ici uniquement vers la fin de la période des questions et qu'il ne connaît pas le problème des agriculteurs.

Je vais m'adresser au ministre de la Fonction publique. Ne vous en faites pas, cela ne concerne pas les agriculteurs car vous ne connaissez rien là-dedans, de toute façon.

M. Charbonneau: Vous non plus!

M. Picotte: Mes renseignements...

Des Voix: Question! Question!

M. O'Neill: ...

M. Picotte: C'est beau, pour un ministre des Communications!

Le Président: M. le député de Maskinongé, pourriez-vous formuler votre question et vous contenter de formuler votre question, s'il vous plaît?

M. Picotte: Demandez donc au ministre des Communications d'avoir un peu de décence dans cette Chambre!

Le Président: M. le député de Maskinongé.

**Rencontres relatives
au projet de loi no 53**

M. Picotte: Ma question s'adresse au ministre de la Fonction publique. Selon mes renseignements, le 17 novembre prochain, le ministre de la Fonction publique, à Saint-Jean-d'Iberville, devrait rencontrer les employés du ministère des Terres et Forêts, du ministère des Transports et d'autres employés du gouvernement du Québec concernant la loi 53. Est-il exact que le 17 novembre prochain le ministre de la Fonction publique va rencontrer certains employés concernant le projet de loi no 53?

Le Président: M. le ministre de la Fonction publique.

M. de Belleval: Je n'ai pas mon calendrier avec moi, je sais qu'à la demande de divers groupes j'accepte de les rencontrer au sujet du projet de loi no 53, mais je pourrai vérifier si, effectivement, il y a une rencontre de prévue le 17 novembre à Saint-Jean-d'Iberville.

M. Picotte: Question additionnelle. Dans le but de rafraîchir la mémoire du ministre — cela va peut-être lui aider à savoir où il va et où est son calendrier — peut-être connaît-il M. Jean-Guy Théoret, organisateur péquiste notoire de la région de Saint-Jean-d'Iberville.

Est-il exact que M. Jean-Guy Théoret, organisateur du Parti québécois et responsable syndical du côté des employés de l'Etat dans cette région, a convoqué cette réunion lui-même et qu'il y a invité le ministre pour le 17 novembre prochain?

M. Charbonneau: Et puis après?

Des Voix: Après? Il n'y a rien là!

M. Picotte: C'est tout simplement pour rafraîchir la mémoire du ministre qui ne connaît pas son horaire.

Le Président: A l'ordre, M. le député de Maskinongé!

M. Charbonneau: Voyons donc!

Une Voix: Il n'y a rien là!

M. de Belleval: J'ai présenté un projet de loi, à l'Assemblée nationale, qui concerne les fonctionnaires.

M. Chevrete: Vous êtes à court de questions!

M. de Belleval: Dans le cadre des discussions en cours sur ce projet de loi, j'accepte de rencon-

trer tous les groupes qui le demandent afin que je leur fournisse des explications sur le projet de loi no 53. De la même façon aussi je rencontre des militants du Parti québécois qui, eux aussi, demandent de me rencontrer pour que je leur explique le projet de loi.

Alors, dans le cas de Saint-Jean — je ne suis pas au courant exactement de toutes les rencontres qui sont prévues durant la prochaine semaine — il se peut fort bien qu'un M. Théoret, que je ne connais pas, qui est un représentant syndical, ait organisé une réunion à mon intention pour rencontrer des fonctionnaires. C'est le droit le plus démocratique d'un ministre et des citoyens de se rencontrer et de s'expliquer. C'est ce qu'on fait.

Le Président: M. le député de Maskinongé.

M. Picotte: M. le Président, le ministre ne croit-il pas que cette façon de faire constitue un nouvel affront à l'Assemblée nationale présentement, puisque le ministre semble repousser délibérément la poursuite des travaux parlementaires sur le projet de loi no 53? Il y avait des travaux en cours sur le projet de loi 53; on sait que le ministre les a repoussés. Ce que fait le ministre ne semble-t-il pas constituer un nouvel affront aux privilèges des membres de cette Assemblée? En plus, est-ce que le ministre ne croit pas que cette façon de faire est de nature à accroître les tensions au niveau des relations de travail dans le secteur public?

M. Burns: Une question de privilège.

Le Président: M. le député de Maskinongé, il y a une question de privilège. M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Burns: M. le Président, j'ai bien écouté la question du député de Maskinongé. Je pensais qu'il avait tout simplement glissé, qu'il s'était échappé, mais, à deux reprises, il parle d'affront et de bris de privilèges de l'Assemblée nationale. Je soulève, au nom du ministre de la Fonction publique, une question de privilège et c'est parfaitement mon droit, comme membre de l'Assemblée nationale, de la soulever au nom de n'importe qui. Je pense que, si le député de Maskinongé veut attaquer les bris de privilèges que normalement ou supposément, dans l'esprit ou dans les fabulations du député de Maskinongé, le ministre de la Fonction publique est en train de causer, il faudrait qu'il les précise. Cela m'apparaîtrait tout à fait normal qu'il le fasse selon les formes que prévoit notre règlement.

Le Président: M. le député de Maskinongé.

M. Picotte: M. le Président, je demande tout simplement au ministre, au lieu de rencontrer les fonctionnaires de façon individuelle et, dans certains cas, dans chacune des régions, pourquoi ne le fait-il pas en Chambre, ici même, ou dans les débats parlementaires, tel qu'il est prévu dans nos

règlements, pour discuter exactement de la façon dont va se faire la nouvelle loi?

M. Dussault: Voyons donc! Voyons donc!

M. Picotte: Et je demande cela au ministre. Est-ce que le ministre peut me répondre? Ne vous fiez pas au leader pour soulever des questions de privilège; vous devez être capable de le faire vous-même, j'espère.

M. de Belleval: M. le Président, le projet de loi 53 est présentement sous examen à la commission parlementaire de la fonction publique. Ce n'est pas le ministre de la Fonction publique qui convoque les réunions des commissions parlementaires. Elles sont faites régulièrement dans le cours normal de nos travaux et les travaux de la commission reprendront incessamment.

Il n'y a aucune action dérogatoire, pour un ministre qui a présenté un projet de loi, d'aller rencontrer les citoyens qui demandent à le rencontrer pour expliquer son projet de loi. Cela se fait régulièrement, en toute circonstance. Tout le monde fait cela depuis que le système parlementaire existe. C'est l'essence même du système parlementaire et du système démocratique que les ministres aillent dans la population expliquer leurs projets de loi.

Si le député de Maskinongé ne comprend pas cela, je pense qu'il ne comprend rien. Cependant, ce que je crois comprendre, c'est que plus le ministre de la Fonction publique rencontre des fonctionnaires, plus il rencontre des citoyens, plus il explique son projet de loi, plus ces citoyens et ces fonctionnaires sont d'accord avec ce projet de loi.

Evidemment, cela ne fait pas plaisir au député de Maskinongé, mais en faisant cela je remplis mon devoir de ministre et je remplis mon devoir démocratique.

M. Picotte: M. le Président, dernière question additionnelle.

Le Président: M. le chef de l'Union Nationale.

Problèmes financiers concernant l'industrie des maisons préfabriquées et mobiles

M. Biron: M. le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. A la suite des problèmes financiers et des fermetures d'usines depuis déjà quelques années, des problèmes financiers qu'ont connus spécialement les usines de maisons mobiles, de maisons préfabriquées et de roulottes de voyage, telles que Bellevue, Glendale, Desourdy, Val-Bar et aussi Baillargeon, de Bellechasse, est-ce que le ministre est informé de problèmes financiers qui seront annoncés prochainement, apparemment, de la part de la compagnie Latendresse, et est-ce qu'il a commencé à agir dans ce cas particulier?

Le Président: M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. Tremblay: M. le Président, je ne suis pas particulièrement informé des problèmes particuliers de l'entreprise à laquelle fait allusion le chef de l'Union Nationale. Je sais, comme tout le monde, que cette entreprise a été impliquée dans des transactions financières étrangères qui lui ont été très dommageables, mais je ne suis pas impliqué directement dans les dossiers de l'entreprise en question.

Le Président: M. le chef de l'Union Nationale.

M. Biron: Question, additionnelle au ministre de l'Industrie et du Commerce. Est-ce que c'est exact que le ministère de l'Industrie et du Commerce étudie les cas des usines de maisons préfabriquées, maisons mobiles, etc. qui ont eu des difficultés et qui étaient en relation directe avec la Banque Provinciale du Canada, la Banque Canadienne Nationale et la firme Mercure et Béliveau qui, dans chaque cas ou à peu près, a administré les difficultés financières? Est-ce que le ministère de l'Industrie et du Commerce, actuellement, enquête dans ce cas? Est-ce que le ministre lui-même voit une relation de cause à effet entre les mêmes organismes financiers et la même maison de syndicats, Mercure et Béliveau?

M. Tremblay: M. le Président, il y a, dans le secteur des maisons mobiles et des maisons préfabriquées, environ une cinquantaine d'entreprises. Il y a présentement une surproduction dans ce secteur, et certaines entreprises doivent cesser leurs opérations à cause d'inventaires trop abondants. Lorsqu'une banque se prévaut des dispositions de la Loi des banques pour rappeler ses marges de crédit, elle peut faire appel à des maisons de syndicats, ou d'autres sociétés de prise de contrôle.

En ce qui concerne le ministère de l'Industrie et du Commerce, il n'y a pas d'analyse de la qualité de ces entreprises puisque cela ne relève pas des lois de mon ministère.

Le Président: M. le chef de l'Union Nationale.

M. Biron: M. le Président, question additionnelle là-dessus. Il existe à peu près le même scénario dans toutes les entreprises qui ont connu des difficultés avec la firme Mercure et Béliveau et les deux institutions financières que je vous ai nommées. Le ministre est-il prêt à une rencontre entre les institutions financières que j'ai nommées tout à l'heure, la firme Mercure et Béliveau, pour essayer de voir à l'avance les entreprises qui peuvent avoir des difficultés financières au cours des prochains mois, et peut-être y apporter les remèdes nécessaires, grâce à la collaboration du gouvernement du Québec et la collaboration de ces firmes et ces institutions financières?

M. Tremblay: M. le Président, j'ai peine à suivre le raisonnement du chef de l'Union Nationale. Je ne sais pas s'il a des accusations à porter contre les institutions financières dont il a men-

tionné les noms et la firme Mercure et Béliveau en particulier, ou s'il se préoccupe des activités en général de ces sociétés.

Il est évident que, si le chef de l'Union Nationale a des accusations à porter contre ces sociétés, il doit le faire et se défendre publiquement.

M. Biron: Je dois préciser tout de suite que je n'ai aucune accusation à porter contre ces sociétés, mais j'ai demandé au ministre de l'Industrie et du Commerce s'il était prêt à rencontrer ces sociétés, de même que la firme Mercure, Béliveau et Associés, pour voir s'il n'y avait pas d'autres entreprises qui auraient des difficultés financières au cours des prochains mois. J'ai demandé au ministre, lors de cette rencontre, s'il ne pourrait pas faire en sorte que ces entreprises qui auront des difficultés financières soient aidées avant d'être obligées de fermer leurs portes.

M. Tremblay: M. le Président, il ne s'agit pas d'un cheminement normal de relations entre le gouvernement et les entreprises. Lorsque les entreprises ont besoin du soutien du gouvernement, elles s'adressent directement à mon ministère. Si c'est un soutien technique; si elles ont besoin d'un soutien financier, elles s'adressent à la Société de développement industriel. Ce n'est pas mon intention de rencontrer les banques ou d'autres institutions financières pour discuter du problème des entreprises au-dessus de leur dos.

M. Grégoire: Question supplémentaire, M. le Président.

Le Président: M. le député de Frontenac.

M. Grégoire: Je voudrais un peu appuyer le député de Lotbinière et demander au ministre de l'Industrie s'il est prêt à faire instituer une enquête sur les agissements de la firme Mercure et Béliveau, qui est souvent impliquée dans des fermetures de petites industries. Peut-il y avoir une enquête?

Le Président: M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. Tremblay: M. le Président, pour faire des enquêtes, il faut avoir matière à enquête. Je n'ai pas encore entendu d'accusations portées contre cette entreprise, qui est une entreprise qui ne relève pas de mon ministère. S'il y avait une relation quelconque avec le gouvernement, ceci passerait par le ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières. Mais, là encore, je m'étonne de ce genre de débat sur des accusations et des enquêtes. On parle d'enquête alors que je n'ai pas entendu d'accusations. Il s'agit d'une entreprise...

M. Mackasey: ... pas nous autres.

M. Tremblay: ... qui que ce soit, M. le Président...

M. Mackasey: Il y a division dans le parti. C'est dommage.

M. Tremblay: Je m'étonne quand même qu'on soulève le nom d'une entreprise en demandant des enquêtes alors qu'il n'y a pas eu d'accusations.

Le Président: M. le député de Beauce-Sud.

M. Roy: Merci, M. le Président.

M. Lalonde: Question additionnelle, M. le Président, parce que je pense...

M. Goulet: M. le Président, j'avais demandé de poser une question additionnelle également.

Le Président: Une question additionnelle également. Alors ce seront les deux dernières. M. le député de Marguerite-Bourgeoys et M. le député de Bellechasse.

M. Lalonde: M. le Président, ma question s'adresse au ministre des Consommateurs. C'est une question additionnelle parce que le député de Frontenac vient de dire quelque chose qui peut être extrêmement injuste pour une entreprise — je n'ai pas à la défendre ici — lorsqu'il dit que l'entreprise Mercure et Béliveau est impliquée dans la fermeture de beaucoup de petites entreprises. N'est-il pas vrai, Mme le ministre, que cet organisme est consulté par votre ministère justement dans des cas de difficultés financières de sorte que l'association de cette étude avec la fermeture de petites entreprises vient de la nature de ses fonctions?

Mme Payette: M. le Président, c'est exact. J'endosse la déclaration du député de Marguerite-Bourgeoys. A ma connaissance, M. le Président, nous avons eu depuis un an, à plusieurs reprises, à avoir recours aux services de Mercure et Béliveau. Et, à ma connaissance, nous n'avons aucun reproche à adresser à cette maison.

Le Président: M. le député de Bellechasse.

M. Goulet: Merci, M. le Président. Ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce, suite à la question du chef de l'Union Nationale. Le ministre des Affaires municipales nous a déjà dit en cette Chambre qu'il y avait une étude en cours pour les HLM préfabriqués. J'aimerais savoir du ministre de l'Industrie et du Commerce s'il est au courant où est rendue cette étude et s'il est également conscient qu'une prise de position rapide dans ce sens aurait pour effet de relancer l'industrie du préfabriqué au Québec et également de la roulotte résidentielle.

Egalement un deuxième volet, étant donné que vous m'avez dit que j'aurais seulement une question supplémentaire. Il y a le marché extérieur de ces unités préfabriquées où des compagnies du Québec se sont faites avoir par des gens d'autres pays.

Le ministre ou le ministère de l'Industrie et du Commerce a pensé à des possibilités d'aide à ces entreprises pour le marché extérieur. Autrement dit, au niveau des contrats, peut-être envoyer quelqu'un du ministère, quelqu'un de compétent pour que ces petites compagnies puissent aller négocier des contrats dans d'autres pays et ne pas se faire avoir, comme cela a été le cas, par exemple, pour Désourdy, et peut-être une autre compagnie.

M. Tremblay: M. le Président, sur la première partie de la question, je sais que, dans le programme de construction de maisons, la Société d'habitation du Québec, il y a une part importante qui est faite à la maison préfabriquée et que certains contrats ont été octroyés. Pour ce qui concerne l'étude à laquelle le député fait allusion, je ne connais pas l'état d'avancement des travaux, il s'agira de poser la question au ministre responsable.

En ce qui concerne les activités d'exportation de la part de petites et de moyennes entreprises sur les marchés étrangers, il est évident qu'il existe un problème qui vient d'une absence de connaissance de ces réseaux internationaux de commercialisation. Présentement, pour la grande entreprise, il existe, au niveau fédéral, la Société d'aide à l'exportation qui fournit une aide financière aux entreprises qui vendent à l'étranger. Nous-mêmes, par le truchement de la Société de développement industriel, nous accordons des crédits qui peuvent aller jusqu'à 90% des frais de promotion des ventes à l'étranger, mais cela ne résout pas le problème de l'inexpérience de plusieurs entreprises sur les marchés internationaux et la déconfiture qui attend certaines d'entre elles lorsqu'elles se lancent dans d'importants contrats à l'extérieur du Canada, à l'extérieur du Québec.

J'étudie présentement très sérieusement la possibilité de créer, avec l'entreprise privée, ou uniquement à l'intérieur de mon ministère, une société d'exportation qui permettrait de regrouper les activités de vente à l'étranger pour certains secteurs. Nous avons des discussions et des contacts présentement avec le monde des affaires, surtout de la petite et moyenne entreprise, appelé à exporter, mais nous ne sommes pas rendus au point où nous pouvons annoncer une décision définitive sur cette question.

Le **Président:** M. le député de Beauce-Sud.

Indemnisation des victimes d'amiantose et de silicose

M. Roy: Hier, j'ai posé une question au leader du gouvernement concernant une loi qui est inscrite au nom du ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre depuis le 3 juin, Loi concernant l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières. Comme le leader du gouvernement m'avait dit, hier, qu'à sa connaissance la loi n'était pas prête et qu'il n'était pas en mesure de nous dire si la Chambre pourrait étudier et adopter cette loi avant la fin de l'année,

j'aimerais demander au ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre de nous faire le point et de nous dire clairement si c'est son intention de déposer cette loi devant l'Assemblée nationale et de la faire adopter avant le 31 décembre 1977?

Le **Président:** M. le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

M. Johnson: Pour la première partie de la question, M. le Président, ce n'est pas mon intention de présenter le projet de loi en question avant le 31 décembre. Quant aux raisons qui me motivent à ne pas présenter ce projet de loi, je m'y suis déjà référé à quelques reprises, il s'agit spécifiquement du problème de l'amiantose, il s'agit de quelques cas qui restent à régler et au sujet desquels les...

Une Voix: 30 cas.

M. Johnson: Oui, il s'agit de 30 cas au sujet desquels j'avais invité la partie patronale et la partie syndicale à s'entendre, et j'ai bien dit que je voulais qu'en aucune façon ce projet de loi ne contienne des principes qui risqueraient de mettre en cause ceux qu'on retrouvera dans le livre blanc sur la santé et la sécurité des travailleurs.

M. Roy: M. le Président, je suis déjà intervenu à deux reprises, soit en avril et en mai, pour illustrer la situation pénible qui prévaut dans les mines d'amiante et la situation déplorable dans laquelle se trouvent les travailleurs de l'amiante qu'on oblige, en quelque sorte, à travailler sans permis, et d'autres qu'on a tout simplement remerciés. On a provoqué des mises à pied sans que la loi 52 ne s'applique de façon intégrale à cause de l'interprétation ambiguë qu'on peut lui apporter, le ministre avait, à partir de ce moment-là, inscrit le projet de loi dans le feuillet de l'Assemblée nationale.

J'aimerais savoir pourquoi, d'abord, on a inscrit ce projet de loi dans le feuillet. Deuxièmement, est-ce que les pressions viendraient de la Commission des accidents du travail ou si les pressions viendraient des industriels de l'amiante?

M. Johnson: M. le Président, effectivement mon prédécesseur au ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre avait inscrit ce projet au feuillet, qui avait fait l'objet, d'ailleurs, de nombreuses études par le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre. Je peux même dire, d'ailleurs, que de nombreux projets ont circulé en cette matière. Je répète qu'il n'y a que 30 cas qui restent et que, pour des raisons que je ne connais pas, qui sont probablement plus afférentes à la stratégie qu'au règlement des problèmes des travailleurs, il y a certains de ces problèmes qui n'ont pas été réglés par des ententes entre les employeurs et les syndicats.

Pour ma part, je peux vous assurer que ce ne sont pas des pressions patronales, pas plus que des pressions de la Commission des accidents du travail qui font que je ne déposerai pas ce projet de loi. Je pense qu'il serait malsain que le Parle-

ment doive adopter une loi touchant 30 personnes, alors que nous envisageons bientôt un livre blanc sur l'ensemble de la santé et de la sécurité et que, d'autre part, de façon libre, de façon volontaire et responsable, il serait possible pour les syndicats et les employeurs de s'entendre sur ces 30 cas.

M. Lalonde: M. le Président...

Le Président: M. le député de Richmond.

M. Brochu: Merci, M. le Président. Peut-être que cela dépend de la façon d'aborder le problème, mais je dois informer le ministre qu'il y a beaucoup plus que 30 cas qui attendent, parce qu'il y a tous les gars aussi qui sont encore au travail sans permis de travail et je pourrai, d'ailleurs, fournir une liste beaucoup plus exhaustive au ministre à ce sujet. Ce que je voudrais savoir du ministre, maintenant, c'est ceci: Le ministre peut-il nous affirmer par un oui ou par un non, en cette Chambre, s'il est exact que le fait qu'on ait établi ce scénario de présenter simplement un avis de projet de loi, sans jamais le déposer, avait, à toutes fins pratiques, pour seul objectif de régler par la porte de côté, de façon isolée, cas par cas, mais d'une façon sectionnelle seulement le cas de ceux qui étaient en dehors du marché du travail et non pas celui de ceux qui restent encore à l'ouvrage atteints d'amiantose, bien souvent à des degrés plus élevés que ceux qui sont sortis, et qui sont là à attendre ce qui va leur arriver? C'est depuis 1975 que cette situation dure.

M. Johnson: D'abord, je voudrais simplement assurer le député de Richmond qu'il y a un projet de loi qui a été étudié, pas seulement un, il y en a eu plusieurs. Une version finale a fait l'objet d'une rédaction définitive qui était susceptible de devenir le projet de loi présenté au feuillet. Je voudrais lui dire qu'il ne s'agit pas d'un avis bideau au feuillet, mais qu'il y avait un projet de loi qui était prêt. Il est bien entendu que — je l'ai dit aux parties, aux employeurs comme aux représentants syndicaux et à tous les représentants des trois syndicats qui sont impliqués, c'est-à-dire la CSN, la CSD et les métallos — je préférerais qu'ils règlent ces problèmes sur une base négociée. J'ai répété la même chose aux employeurs et la Commission des accidents du travail, par son président, m'a laissé entendre qu'elle trouvait également aberrant que ce Parlement doive présenter un projet de loi qui touche d'abord et avant tout ces 30 cas qui ne sont pas réglés.

Ceci dit, le gouvernement s'est engagé, après de nombreuses années d'un certain piétinement dans ce domaine, à présenter à la population et à l'Assemblée un livre blanc sur l'ensemble de la santé et de la sécurité des travailleurs, y compris le secteur de l'amiante.

M. Brochu: Question additionnelle, M. le Président. A ce moment, est-ce que le ministre pourrait s'engager dès maintenant à donner certaines directives ou certaines informations à tous ces

gens, tant aux 30 cas qui sont à l'extérieur et qui attendent qu'à ceux qui sont encore sur le marché du travail? Le ministre pourrait-il leur dire qu'ils doivent faire maintenant et ce qui les attend en attendant le livre blanc comme tel? Plusieurs doivent maintenant prendre une décision à savoir s'ils restent sur le marché du travail ou non. Est-ce qu'ils seront couverts par l'ancienne loi 52, par des nouvelles dispositions, de quelle façon? Ces gens sont vraiment dans l'inquiétude.

M. Johnson: Je ne peux pas anticiper sur le contenu du livre blanc à ce chapitre. Cependant, je voudrais vous rappeler qu'il y a eu malheureusement, dans le cas des gens de l'amiante, des incitations de la part de certains des syndicats auprès des travailleurs à adopter certains comportements, à savoir d'entrer ou de ne pas entrer dans les mines. Je pense que, si ce gouvernement n'a pas l'intention de jouer avec la santé et la sécurité des travailleurs, il n'admettra pas non plus que les employeurs le fassent. Il ne peut pas admettre non plus que, pour des fins de stratégie, les pistes soient brouillées et que ceux qui finalement paient la note de cette incertitude dont vous parlez soient les travailleurs.

En ce sens, je pense que tout le monde a sa part de responsabilité, y compris les centrales qui ont eu une approche très différente selon les mines auxquelles on se référait et selon le nombre de travailleurs auxquels on se référait. En ce sens, je pense que le gouvernement n'a pas à porter l'odieux de ce qui était finalement des efforts probablement de bonne foi, mais finalement, essentiellement de stratégie au niveau syndical.

Le Président: M. le député de Frontenac.

M. Grégoire: Une question supplémentaire. Je crois que l'évaluation des 30 cas, comme le mentionnait le député de Richmond, vient de ce que sont encore plus nombreux ceux qui ne sont pas sortis encore de l'usine, bien que déclarés atteints d'amiantose. Je voudrais demander au ministre, étant donné que la loi a été reconnue comme ayant plusieurs trous, surtout pour ceux qui sont atteints et qui ne savent pas exactement quoi faire, quand on peut s'attendre à ce que le ministre apporte des amendements du moins aux articles qui permettent aux compagnies de garder au travail des employés qui sont déjà déclarés atteints d'amiantose?

M. Johnson: Je le répète, M. le Président, cela se fera dans le contexte de la réforme de la santé et de la sécurité des travailleurs.

M. Lalonde: M. le Président.

M. Roy: Une question additionnelle, M. le Président.

Le Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: Une question principale, M. le Président.

M. Roy: Une question additionnelle, M. le Président, pour compléter, étant donné que c'est une question principale que j'aurais posée. J'ai permis à mes collègues de poser des questions et j'en aurais une dernière à poser là-dessus, avec votre permission.

Le Président: Je comprends, M. le député de Beauce-Sud, si vous voulez faire très rapidement, parce que je voudrais accorder une autre question au député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Roy: Le ministre est-il en mesure de nous dire que les 30 cas auxquels ils font référence, ce sont 30 cas reconnus et admis et déterminés par la Commission des accidents du travail elle-même, premièrement, ce qui fait toute la différence? Deuxièmement, le ministre du Travail est-il au courant qu'il y a des personnes qui sont décédées? On a fait l'autopsie et l'autopsie a démontré clairement que les personnes étaient mortes des suites de l'amiantose. La Commission des accidents du travail n'a jamais voulu l'admettre, même après des rapports d'autopsie, ce qui change toute la nature des informations dont le ministre dispose ce matin.

M. Brochu: Pour la CAT ce sont des cas réglés, parce qu'ils sont morts.

M. Johnson: M. le Président, si vous me permettez. Je n'aimerais pas non plus qu'on se travestisse tous en pathologistes dans cette Chambre, quand on parle d'amiantose. Je n'ai non plus ni l'intention, ni la compétence de faire un cours d'anatomopathologie. Cependant, je voudrais souligner que le problème de l'évaluation de l'incapacité physique en matière d'amiantose, étant donné le problème que pose la notion de diagnostic positif, c'est-à-dire d'études sous microscope, sous lame microscopique de tissus pulmonaires, fait l'objet de batailles qui sont portées parfois devant des juges qui, d'ailleurs, ont autant de difficulté que les gens de la Commission des accidents du travail à trouver des solutions. Tout cela a fait également l'objet, à mes yeux, de procès d'intention au niveau des experts de la Commission des accidents du travail et de la commission elle-même. J'aimerais, une fois pour toutes, si on a des accusations précises à porter, qu'on le fasse, qu'on me montre les dossiers et nous ferons enquête.

M. Roy: D'ailleurs une commission parlementaire a déjà été très claire là-dessus, les preuves ont été faites.

Le Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys, je vous préviens, il ne vous reste pas grand temps pour une courte question.

Référendum sur l'indépendance

M. Lalonde: Oui, c'est court, M. le Président. Je pose ma question au leader du gouvernement. Hier, en réponse à une question du leader de l'Opposition officielle sur l'existence d'un échéan-

cier à propos du référendum, je n'ai pas la transcription ici, mais j'ai cru comprendre qu'il a affirmé qu'il n'y avait pas d'échéancier précis adopté par le Conseil des ministres. Je voudrais savoir s'il n'y a pas un échéancier qui indique les séquences du référendum précis et écrit dont aurait été saisi le Conseil des ministres?

M. Burns: Il y a eu, de ma part, une suggestion qui a été faite au Conseil des ministres et sur une base logique. D'abord, l'adoption ou, si vous voulez, la fin des travaux de la commission parlementaire de la présidence du conseil qui, actuellement, examine le livre blanc. Par la suite, un projet de loi — d'ailleurs, je l'ai annoncé à la commission — que j'espère pouvoir déposer, si, évidemment, les travaux de la commission que nous avons actuellement me le permettent, et que j'ai annoncé comme possiblement vers la mi-décembre.

Par la suite, il n'y a pas d'autre échéancier, sinon celui qui a été, à toutes fins pratiques, annoncé par le premier ministre, comme je le disais hier, à l'effet qu'il ne nous paraît pas possible que le référendum sur la souveraineté du Québec puisse avoir lieu avant la fin de 1978 et avec l'autre engagement, quant à l'autre pôle, c'est-à-dire avant les prochaines élections générales?

A part cela, il n'y a pas eu de décision de prise, il n'y a pas eu de date précise fixée relativement à un certain nombre d'échéances. Il y a toutes sortes de suggestions qui sont actuellement examinées, soit à l'intérieur de mon cabinet ou soit, je présume, à l'intérieur du cabinet du premier ministre, mais je ne veux pas répondre en son nom là-dessus. Évidemment, tout le monde se pose la question et on se pose les mêmes questions que vous là-dessus, à savoir si on ne devrait pas, éventuellement, l'établir de façon définitive, cet échéancier. Actuellement, je tiens à vous assurer qu'il n'y a pas d'échéancier définitivement adopté, sinon dans le cas des deux gestes très clairs et très précis que je viens de vous mentionner; la commission sur le livre blanc, le dépôt du projet de loi relativement à la consultation populaire.

M. Lavoie: Une courte question, une seule, qui va demander un oui ou un non. Est-il exact que des légistes, actuellement, préparent la loi qui devra faire suite au livre blanc sur la consultation populaire?

M. Burns: Pas à ma connaissance. Évidemment, les grandes lignes du projet de loi, au sein de mon cabinet, sont établies, dans le sens que cela pourra servir aux légistes qui, éventuellement, devront faire la rédaction factuelle du projet. Mais — là je réponds non seulement en tant que ministre d'État chargé de ce problème mais également en tant que président du comité de législation — je ne suis pas informé du fait qu'actuellement des légistes seraient en train de rédiger un projet de loi. Si j'avais donné cet ordre ou si quelqu'un, à l'intérieur du Conseil des ministres, avait donné cet ordre, ce serait un peu indécent à

l'endroit des gens que nous avons invités à venir se faire entendre à la commission.

Le Président: Fin de la période des questions.

M. Picotte: En vertu de l'article 34, M. le Président.

M. Brochu: En vertu de l'article 34.

Travaux parlementaires

M. Burns: Avant qu'on me pose des questions en vertu de l'article 34...

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Burns: ... j'ai justement une réponse à donner à une question qui m'a été posée hier en vertu de l'article 34. Le député de Pointe-Claire m'a demandé si, dans le cas du projet de loi no 24, il y aurait réimpression de la Loi sur la protection de la jeunesse. Après informations prises, il n'y aura pas de réimpression du projet de loi no 24; il y aura cependant, de l'avis des ministres concernés, dépôt d'un certain nombre d'amendements venant du gouvernement.

Le Président: M. le député de Maskinongé, en vertu de l'article 34.

M. Picotte: M. le Président...

M. Brochu: En vertu de l'article 34, M. le Président.

Le Président: M. le député de Maskinongé.

M. Picotte: ... en vue d'éviter au ministre de la Fonction publique d'aller intimider les fonctionnaires du gouvernement et ce, aux frais du gouvernement...

M. de Belleval: Question de privilège, M. le Président.

M. Picotte: ... j'aimerais savoir...

Une Voix: Ce n'est pas une question, ça.

M. Picotte: ... quand le leader acceptera de convoquer à nouveau...

M. Burns: Vous n'aurez pas de réponse!

M. Picotte: ... la commission...

M. de Belleval: Question de privilège, M. le Président.

M. Picotte: ... concernant le projet de loi no 53.

M. de Belleval: Question de privilège, M. le Président.

Le Président: M. le député de Maskinongé, il y a une question de privilège.

M. le ministre de la Fonction publique.

M. de Belleval: J'aimerais que vous demandiez au député de Maskinongé de retirer l'expression qu'il vient de prononcer.

Des Voix: Laquelle?

M. Picotte: J'aimerais savoir quand le leader du gouvernement a l'intention de convoquer...

M. de Belleval: Question de privilège, M. le Président.

M. Picotte: ... la commission parlementaire concernant le projet de loi no 53.

M. de Belleval: J'ai demandé au député de Maskinongé de retirer l'expression...

M. Picotte: C'est tout simplement ce que j'ai demandé.

Une Voix: Qu'est-ce qu'il fait, ce Clément Richard-là?

Le Président: M. le ministre de la Fonction publique.

M. de Belleval: M. le Président, si vous me permettez, le député de Maskinongé vient d'utiliser une expression antiparlementaire.

M. Picotte: Laquelle?

Une Voix: Laquelle?

M. de Belleval: Au moment où je vais expliquer aux citoyens de cette province le contenu d'un projet de loi, il vient de m'imputer des intentions antiparlementaires, à savoir que je vais intimider les gens.

M. Picotte: Je retire le mot antiparlementaire que j'ai dit, je retire le mot "ministre". Quand le leader parlementaire a-t-il l'intention de convoquer la commission parlementaire...

M. de Belleval: M. le Président...

M. Picotte: ... concernant la fonction publique pour étudier le projet de loi no 53?

M. Burns: Je vais manifester à l'endroit du député de Maskinongé le même esprit que lui et je lui réponds: En temps et lieu.

Le Président: M. le député de Richmond.

M. Brochu: Ma question s'adresse au leader du gouvernement.

M. Burns: Pas du tout, surtout pas vous.

M. Brochu: En vertu de 34, je vois dans l'horaire pour la semaine prochaine, que mardi la commission parlementaire des affaires municipales va siéger sur le projet de loi 200; mardi matin, mardi après-midi, mardi soir. En même temps, vous avez annoncé, possiblement, que le projet de loi privé présenté, ce matin, par le député de Vanier, sur la Petite-Rivière-Saint-François, pourrait être ajouté au programme. D'un autre côté, on a appris, également, que peut-être certains organismes voudraient être entendus en ce qui concerne ce projet de loi no 200.

On sait d'autre part aussi l'importance et la grosseur de ce projet de loi, je pense qu'il contient 190 articles. Il est peu prévisible qu'on termine mardi le travail de cette commission parlementaire. Est-ce que le leader a prévu d'autres aménagements possibles et assez de souplesse à l'intérieur du reste du programme, pour reconvoquer au cours de la même semaine cette commission parlementaire, plutôt que de faire revenir ces gens une semaine subséquente?

M. Burns: Il est possible, comme le député de Richmond le comprend très bien, puisque, comme leader adjoint de l'Union Nationale, il participe à une certaine planification des travaux avec le député de Laval et moi-même. Je pense bien qu'il comprend que je suis obligé, ou en tout cas, on essaye de participer à une certaine planification tous les trois. Il comprend très bien que cela dépendra beaucoup d'un certain nombre de facteurs, comme, par exemple: Est-ce que nous aurons, en Chambre, la possibilité d'entreprendre le débat sur le budget supplémentaire inscrit au nom du ministre des Finances? Le cas échéant, cela nous donne une beaucoup plus grande liberté. Je pense que le député va le comprendre. On peut faire siéger deux commissions parlementaires en même temps que la Chambre, alors que si nous poursuivons l'examen du projet de loi no 67, qui est actuellement à l'étude devant l'Assemblée nationale, évidemment on est restreint, sinon avec un consentement à une commission parlementaire.

J'ai l'intention de voir cela au fur et à mesure, selon l'évolution de nos travaux. Soyez certain d'une chose, quant à la ville de Montréal, il y a tellement longtemps qu'elle a l'intention de faire adopter un certain nombre d'amendements à sa charte, que j'ai l'intention, à toutes fins pratiques, de privilégier l'adoption de ce projet de loi. Ce sont les indications que le ministre des Affaires municipales m'avait fait parvenir éventuellement et je pense bien qu'il n'y aura pas de difficulté de notre côté, si évidemment les travaux de la Chambre le permettent.

Mais je ne peux pas, au moment où on se parle, m'engager pour dire qu'après la journée de mardi, dès mercredi ou dès jeudi ou tel autre jour, ce projet de loi va être appelé, mais c'est quelque chose qu'on va examiner de très près, dès la semaine prochaine, selon l'évolution des travaux.

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Burns: M. le Président, je voudrais aviser la Chambre que le mardi 8 novembre, au salon rouge, la commission des affaires municipales se réunira, pour entreprendre l'examen du projet de loi privé no 200, celui concernant la ville de Montréal dont on vient de parler, qu'à la salle 81-A, la commission du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration se réunira pour entreprendre l'examen du projet de loi no 45, Loi modifiant le Code du travail, en particulier, à dix heures dans chaque cas évidemment. J'oserais même, à la suite de suggestions qui m'ont été faites par l'Opposition, vous suggérer peut-être 10 h 30 pour le mardi et si cela peut satisfaire tout le monde. Je donnerais donc mon avis pour 10 h 30.

M. Roy: Pour toutes les commissions.

M. Burns: Pour toutes les commissions pour le mardi, mais à ce moment-là il faudrait bien se dire que c'est 10 h 30 pas 10 h 30 pour 10 h 45 mais 10 h 30 effectivement.

M. Roy: L'Opposition est toujours là. Parfois on attend le gouvernement.

M. Burns: D'accord.

M. Mailloux: Est-ce que le leader parlementaire n'avait pas dit ce matin, à la suite de l'appel du projet de loi au nom du député de Vanier, qu'il serait peut-être appelé avant le bill de Montréal?

M. Burns: Non, je n'ai pas dit cela. Mais je considérerais que peut-être, au cours des travaux de cette commission, c'était possible de l'entendre, mais je ne crois pas qu'il soit appelé avant.

Le but est d'étudier d'abord le projet de loi no 200. Donc, je révise mon avis, M. le Président, et je le donne pour 10 h 30 concernant chacune de ces commissions mardi: la commission des affaires municipales, au salon rouge; à 81-A, le travail et la main-d'oeuvre pour le projet de loi no 45 et, finalement, à la salle 91-A la commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales poursuivra l'examen des mémoires qui lui sont soumis relativement à la consultation populaire, et ceci, M. le Président, de 10 h 30 heures à 13 heures, mardi.

Motion pour faire siéger la commission de la présidence du conseil

Maintenant, M. le Président, il me fait plaisir de faire motion pour que la commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales se réunisse immédiatement au salon rouge pour poursuivre l'examen des mémoires qui lui sont soumis relativement à la consultation populaire.

Le Président: M. le député de D'Arcy McGee.

M. Goldbloom: Par rapport à ce que le leader parlementaire vient de mentionner, je viens de

prendre connaissance d'un calendrier, pour toute la semaine prochaine, des activités des commissions parlementaires et je constate que celle des affaires municipales est prévue pour le mardi seulement. Pourtant, il est à prévoir que la seule journée ne suffira pas pour l'étude du projet de loi de la ville de Montréal. Est-ce que le leader parlementaire peut nous donner une certaine indication de ses intentions par la suite?

M. Burns: Je suis obligé de vous donner la même réponse que je viens de donner, relativement au même sujet, au député de Richmond. C'est exactement cela. Nous n'avons prévu cette commission que pour mardi, le matin, l'après-midi, donc après la période des questions, et le soir. Je ne peux pas, pour le moment, vous dire exactement à quel moment je pourrai rappeler cette commission. Cela dépendra de l'évolution de nos travaux. C'est dans ce sens que je ne voulais pas le préciser sur ce texte que vous avez sans doute. Ce n'est que de façon indicative, il faut bien le rappeler, que ce programme est préparé. Je ne m'engage pas à ce que tout ce qui apparaît sur cette feuille soit exactement placé à ce moment-là. Je suis obligé parfois, souvent d'ailleurs à la demande de députés de l'Opposition, d'ajuster le programme. Dans ce sens, je pense que c'était le plus loin que je pouvais m'engager jusqu'à maintenant.

Le Président: Est-ce que cette motion sera adoptée?

M. Lavoie: Vote enregistré.

Le Président: Qu'on appelle les députés.

Vote sur la motion

Mme le Vice-Président: C'est maintenant le moment de la mise aux voix de la motion du leader du gouvernement pour faire siéger la commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales immédiatement après le vote, jusqu'à 13 heures, au salon rouge. Que ceux qui sont en faveur de la motion veuillent bien se lever.

Le Secrétaire adjoint: MM. Burns, Laurin, Marois, Landry, Léonard, Couture, Tremblay, Bérubé, Johnson, O'Neill, de Belleval, Joron, Mme Payette, MM. Lessard, Proulx, Chevette, Michaud, Marcoux, Vaugeois, Martel, Fallu, Rancourt, Mme Leblanc, MM. Grégoire, Bertrand, Godin, Laplante, Bisailon, de Bellefeuille, Guay, Gendron, Mercier, Laberge, Marquis, Ouellette, Gosselin, Lefebvre, Dussault, Charbonneau, Beauséjour, Baril, Bordeleau, Boucher, Gravel, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Gagnon, Lavoie, Vaillancourt (Orford), Mailloux, Goldbloom, Saindon, Saint-Germain, Raynald, Lamontagne, Giasson, O'Gallagher, Picotte, Marchand, Verreault, Grenier, Goulet, Brochu, Shaw, Le Moignan, Dubois, Cordeau, Roy.

Mme le Vice-Président: Contre? Abstentions?

Le Secrétaire: Pour: 67 — Contre: 0 — Abstentions: 0

Mme le Vice-Président: Cette motion est adoptée.

M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Burns: Mme le Président, je vous demandais donc, en conséquence — d'abord, cette commission va siéger immédiatement — d'appeler l'article 3 de notre feuillet.

Projet de loi no 67

Deuxième lecture (suite)

Mme le Vice-Président: Ce sera donc la reprise du débat sur la motion de Mme le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières proposant la deuxième lecture du projet de loi no 67, Loi sur l'assurance automobile. M. le député d'Orford, vous aviez déjà commencé votre intervention; vous avez encore huit minutes. M. le député.

M. Georges Vaillancourt (suite)

M. Vaillancourt (Orford): Merci, Mme le Président. Hier soir, à l'ajournement, j'en étais rendu ici. Le ministre s'est enfin rendu compte que ce ne sont pas les compagnies qui font les déductibles, ce ne sont pas les compagnies qui exigent des frais énormes à la suite de travaux plus ou moins justifiés. Si l'on pense que c'est en diminuant le taux d'accidents que l'on peut diminuer les primes d'assurance, pourquoi rechercher l'étatisation? Pourquoi créer deux systèmes d'administration, un pour les dommages corporels, l'autre pour les dommages matériels?

Le ministre ignore peut-être — ou encore elle ne sait pas compter — que deux systèmes d'administration vont certainement coûter beaucoup plus cher qu'un seul. De plus, la régie d'Etat aura tous les avantages lui permettant de camoufler les coûts élevés grâce aux revenus consolidés. La régie pourra jouir d'un pipe-line direct avec le trésor public. Je ne peux que poser d'autres questions quant au coût possible d'une régie d'Etat. On avance, à la régie, des montants qui n'ont aucun délai dans le temps; il n'y a pas plus de normes qui fixent les taux d'intérêt qu'il n'y en a quant aux délais de remboursement. Les notes explicatives, d'ailleurs, ne font état d'aucune restriction. Ainsi, je me demande de quelle façon précise les sommes avancées seront remboursées par la régie.

L'Opposition s'interroge aussi sur les garanties accordées à la régie. Pourquoi donne-t-on des garanties à la régie? A-t-on peur que cela coûte plus cher et, par conséquent, on prend tous les moyens afin d'assurer que cela va marcher? Est-ce que le gouvernement a calculé les conséquences de la garantie gouvernementale sur les emprunts de la régie?

L'Opposition officielle considère qu'il est important pour le gouvernement de nous donner des réponses claires et précises sur toutes ces questions, puisqu'elle nous permettra de mieux saisir toute l'importance des coûts que la régie pourra créer. Mme le Président, le coût d'administration d'une régie d'assurance automobile par une régie d'Etat sera sûrement plus élevé que 6%. Croire le contraire, c'est ignorer complètement la lenteur de la machine administrative du gouvernement. Généralement, Mme le Président, ce qui est administré par l'Etat a la réputation du gaspillage et de l'inefficacité chronique; même si la Commission des accidents du travail a cette réputation de lenteur administrative, le 20 mai de cette année, lorsque Mme le ministre faisait sa tournée spéciale pour bien informer les gens de sa nouvelle réforme, une vieille dame de Rouyn s'est plainte des lenteurs administratives de la Commission des accidents du travail.

Mme le ministre, responsable de cette réforme de l'assurance automobile, a répondu à cette bonne dame: "Vous avez raison, madame, cela ne marche pas à la Commission des accidents du travail et il faudra que cela marche avant 1978". Imaginez-vous, Mme le Président, non seulement le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières affirme que cela ne marche pas à la commission, mais elle croit peut-être que cela va marcher d'ici 1978, oui, d'un coup de baguette magique. Le ministre va miraculeusement faire fonctionner efficacement la Commission des accidents du travail.

Je ne sais pas si je rêve ou si c'est le Parti québécois qui est tombé sur le dos, mais je ne peux comprendre comment une régie au Québec desservant une population de 6 millions d'habitants peut administrer un régime d'assurance à 6% lorsque certaines provinces de l'Ouest, notamment lorsque la Saskatchewan et le Manitoba avec une population de quelque 900 000 habitants dans chaque province, administrent un régime semblable à 16% et à 17%. A ma connaissance, Mme le Président, il n'existe devant cette Chambre aucune législation portant sur une réforme quelconque de la Commission des accidents du travail. Il est donc bien difficile de partager la même foi que Mme le ministre dans la prévision d'une économie sur le plan de l'administration.

Mme le Président, il ne fait alors aucun doute qu'un régime étatique ou semi-étatique de l'assurance automobile va coûter plus cher aux Québécois. Bien entendu, le ministre de l'assurance veut faire croire aux Québécois le contraire. Le ministre vient même leur dire qu'ils ne paieront pas plus cher pour une meilleure administration. Faut-il croire de semblables sottises? Tout se paie, Mme le Président, et croyez-moi, les indemnités proposées dans le livre bleu vont coûter cher, tellement cher qu'il faut se demander si les Québécois peuvent se permettre un tel système. L'indemnisation proposée sera étendue sur une longue période. Avec le cumul des années et des accidents de plus en plus de personnes bénéficieront de telles rentes. Cette rente sera de plus indexée.

Il faudra, donc, de plus en plus de primes pour faire face à cette accumulation de rentes versées, car les primes de première année ne seront en fonction que de la rente de première année. Ainsi, les coûts vont s'accroître d'année en année.

Mme le Président, je vais conclure cette partie de mon discours en démontrant à cette Chambre que l'Opposition officielle n'est pas la seule à penser que la réforme de Mme le ministre va coûter cher. Au contraire, de nombreux journaux ont démontré que la réforme de l'assurance automobile contenue dans le livre bleu n'atteint pas un objectif longuement recherché par la population du Québec, à savoir une diminution des primes.

Par exemple, dans le Progrès de Magog du 25 mai 1977, un journaliste écrivait: "Mais ce que l'automobiliste désire, c'est aussi que ses primes baissent ou au moins se comparent à celles que l'on paie ailleurs. C'est là que la réforme Payette est floue et c'est ce qui risque de compromettre son succès".

Le Droit d'Ottawa déclare, le jeudi 5 mai 1977, "qu'au niveau des coûts anticipés du nouveau régime l'information nous laisse sur notre faim. Mme Payette semble croire, pour l'instant, que le jeu de l'offre et de la demande continuera son cours, ce qui, en l'occurrence nous permet de penser que, malgré ce régime, les primes continueront à grimper. De plus, le coût total que chaque assuré devra assumer risque de varier grandement selon que l'automobiliste est appelé à voyager à l'extérieur de sa province ou pas".

Mme le Vice-Président: Je vous demanderais de conclure, M. le député.

M. Vaillancourt (Orford): Merci, Mme le Président. Dans la section des opinions des lecteurs de la Tribune de Sherbrooke, du 12 mai 1977, on voit les remarques suivantes: "Il est malheureux de constater que les responsables de cette réforme ont transformé ce projet en une volonté ferme de réaliser une promesse électorale plutôt qu'en un désir de trouver la véritable solution pour régler définitivement le problème de l'augmentation constante des primes d'assurance".

Je pourrais continuer, j'ai encore de nombreux exemples d'autres journaux, mais, étant donné que mon temps est déjà terminé, pour toutes les raisons que j'ai mentionnées au cours de mon bref exposé, je serai dans l'obligation de voter contre le projet de loi no 67.

M. Lessard: Mme le Président...

M. Duhaime: Mme le Président...

Mme le Vice-Président: M. le leader adjoint.

M. Lessard: Alors, Mme le Président...

Mme le Vice-Président: M. le ministre des Transports.

M. Lucien Lessard

M. Lessard: Je vous assure immédiatement

que je vais essayer d'intervenir sur ce projet de loi dans l'ordre. Il me fait plaisir d'intervenir, ce matin, sur le projet de loi no 67, parce que, si on excepte la loi 101, le projet de loi no 67 sera sûrement l'une des lois les plus importantes qui seront adoptées ici à l'Assemblée nationale, l'une des lois qui toucheront le plus les Québécois. Je tiens à féliciter le ministre des Consommateurs d'avoir amorcé ce projet de loi et de l'avoir préparé de façon réaliste, en évitant de se diriger vers un cul-de-sac, à savoir la nationalisation complète, et en permettant en même temps de donner à l'ensemble des citoyens québécois une meilleure assurance et une meilleure sécurité.

Lorsque je vois les partis de l'Opposition, particulièrement le Parti libéral, s'opposer à ce projet de loi, ce matin, comme ils l'ont fait depuis le début, je me dis une chose: Encore une fois, ils sont à l'arrière-garde; encore une fois, ils constatent que le Parti québécois est en train de présenter une excellente loi à l'ensemble de la population. Combien de fois sommes-nous intervenus ici, à l'Assemblée nationale, pour demander aux anciens ministres d'essayer de contrôler l'augmentation considérable des tarifs. Combien de fois sommes-nous intervenus à l'Assemblée nationale pour demander qu'enfin on règle le problème de l'assurance automobile.

Combien de citoyens, dans toutes les régions du Québec et particulièrement chez nous, sur la Côte-Nord, n'étaient plus assurés. Les compagnies d'assurance n'assuraient plus les citoyens. Quand un service essentiel, un service fondamental n'est plus assuré par des compagnies, n'est plus donné par des compagnies, il faut que le gouvernement du Québec, en gouvernement responsable, prenne ses responsabilités.

Jamais vous n'avez été capables de prendre vos responsabilités! Que ce soit dans l'assurance automobile ou dans l'amiante, jamais vous n'avez été capables de prendre vos responsabilités. Nous avons siégé pendant des mois et des mois sur le rapport Gauvin, jamais vous n'avez été capables de faire un geste, aussi minime qu'il puisse être, pour assurer à l'ensemble des Québécois une loi qui était essentielle.

Pour une fois, un gouvernement est passé à travers le "lobbying". Pour une fois, un gouvernement va présenter, non pas pour des compagnies d'assurances, non pas pour des avocats ou non pas pour quelque partie de la population que ce soit, mais pour toute la population, un projet de loi qui correspond à des besoins et qui était essentiel depuis des années et des années. D'ailleurs, pour la première fois, on nous a annoncé une baisse de l'assurance automobile — pour la première fois depuis des années et des années — alors que l'assurance automobile augmentait de 15% à 20% chaque année. Il est certain que nous ne pourrions pas corriger, en l'espace de quelques mois, une situation que vous avez laissé pourrir; ce n'est pas en l'espace de quelques mois qu'on va baisser le taux de l'assurance automobile, mais nous allons prendre toutes les mesures nécessaires pour réussir à ce que le coût de ce

projet de loi ne soit pas aussi élevé que vous pensez.

Une chose, par exemple, sera fondamentale, tous les citoyens du Québec seront protégés, tous les citoyens du Québec pourront profiter de l'assurance automobile et non pas les quelques riches qui pouvaient se payer les bons avocats pour aller chercher \$70 000 ou \$75 000.

Le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières a très bien défendu son projet de loi; elle l'a très bien explicité et a démontré sa nécessité. Je voudrais, ce matin, prendre les quelques minutes qu'on me donne pour expliquer de quelle façon le ministre des Transports est prêt à collaborer pour que le coût de l'assurance automobile puisse diminuer. Je voudrais citer la transcription des débats du 1er novembre 1977. Le député de Marguerite-Bourgeoys nous disait ceci, à la page FV5643: "Vous avez entendu, Mme le Président, cette publicité fantastique! Est-ce qu'on a vu cela? Est-ce qu'on a vu le gouvernement enterrer la province de publicité pour les deux roues? Je lis, à la page 40 du livre bleu: "Dès la mi-août jusqu'à la fin de septembre, les campagnes de sécurité porteront surtout sur le transport scolaire." Un peu plus loin, le député de Marguerite-Bourgeoys dit: "Je lis le paragraphe c) à la page 40: "A l'automne, les messages publicitaires porteront sur les dangers de la consommation de l'alcool et sur l'opportunité de prévoir un bon entretien des véhicules." M. Lalonde continue. "Alors, Mme le Président, tout ce qu'on a sur la sécurité routière, ce sont deux choses: On a un message pleurnichard de la part du ministre, dans son livre bleu, qui n'a pas produit ce qu'on se proposait de faire, et on a, de plus, une expérience qu'on peut vérifier quotidiennement. Il ne s'agit pas d'être ici, à l'Assemblée nationale, il s'agit d'être sur toutes les routes du Québec pour le voir. La sécurité routière, depuis novembre 1976, a été laissée pour compte par ce gouvernement. Le ministre de la Justice et le ministre des Transports n'ont pas fait leur boulot, ils ont négligé la condition première, la condition essentielle pour régler le problème de l'assurance automobile, c'est-à-dire de poursuivre les démarches que l'ancien gouvernement avait commencées relativement à la sécurité routière."

Si les députés, aujourd'hui, veulent être tolérants, je pourrai prendre peut-être plus que vingt minutes pour expliquer toutes les mesures que nous avons prises pour améliorer la sécurité routière, alors qu'il est certain que si l'ancien gouvernement avait fait un discours sur la sécurité routière, il aurait pu se contenter de parler pendant deux minutes.

Il est exact, Mme le Président, que la sécurité routière est un élément essentiel pour assurer la baisse des coûts de l'assurance automobile et, en collaboration avec le ministre responsable de la loi, nous avons élaboré toute une publicité de la sécurité routière.

Quand, chaque année, les accidents de la route occasionnent à l'économie québécoise des pertes de l'ordre de 1,5% du produit national brut,

il s'agit là de pertes stériles qui ne peuvent qu'entraîner des retombées négatives sur l'ensemble du Québec. Ce problème connaît toute son acuité lorsqu'on le relie à la question de l'assurance automobile. S'il est évident que ce n'est pas un régime d'assurance automobile qui diminuera la fréquence des accidents, il n'en demeure pas moins que le nombre d'accidents a une incidence marquée sur le taux de l'assurance automobile.

Comme je l'ai déjà indiqué dans le document sur la sécurité routière au Québec, annexé au livre bleu sur l'assurance automobile...

M. Verreault: Mme le Président, une question de règlement.

Mme le Vice-Président: Sur la question de règlement, M. le député de Shefford.

M. Verreault: J'ai l'impression que le ministre parle dans le vide, parce qu'il n'y a pas quorum.

Mme le Vice-Président: Nous allons vérifier immédiatement le quorum.

Nous avons maintenant quorum.

M. le ministre des Transports.

M. Lessard: Comme je l'ai déjà indiqué dans le document sur la sécurité routière au Québec annexé au livre bleu sur l'assurance automobile, si l'on veut réduire de 15% en cinq ans le taux de mortalité provoquée par les accidents de la route, il faudra réduire d'au moins 300 morts annuellement la tuerie sur nos routes. Depuis novembre 1976 — je dis bien depuis novembre 1976 — malgré 10% d'augmentation de la circulation sur les routes du Québec, on a connu une réduction de 314 morts tragiques. Cette diminution intéressante, nous l'avons obtenue grâce à la vaste campagne de sécurité routière que nous avons mise de l'avant et que j'ai l'intention d'expliciter aujourd'hui.

Mme le Président, pour la première fois au Québec, plus de \$1 million seront dépensés cette année au seul chapitre de la publicité portant sur la sécurité routière. J'en conviens et je le reconnais au député de Charlevoix, il fallait aussi poser un acte pour la sécurité routière, il fallait aussi adopter une loi qui était plus ou moins populaire au début, une loi sur le port de la ceinture de sécurité obligatoire. Mais c'est loi qui est restée lettre morte une fois qu'elle a été adoptée ici à l'Assemblée nationale, une loi qui a été plus ou moins appliquée, plus ou moins respectée, parce qu'aucune mesure n'a été prise tant par le ministre de la Justice du temps que par le ministre responsable des transports; aucune mesure n'a été prise au niveau de la sécurité, comme au niveau de la justice pour faire appliquer cette loi. En vain j'ai demandé des rapports après le 15 novembre, après le 25 novembre; j'ai demandé des rapports au ministre de la Justice, pour voir s'il y avait eu certaines condamnations de gens qui ne portaient pas la ceinture de sécurité. Même l'ancien ministre m'a demandé ce rapport en commission parlementaire; je n'ai pas de rapport, parce qu'il n'y a ja-

mais eu de condamnation avant le 15 novembre, avant le 25 novembre, ou à peu près pas de condamnation.

Aucune mesure de barrage pour assurer l'application de la loi sur le port de la ceinture de sécurité.

M. Mailloux: Mme le Président, je ne voudrais pas interrompre mon...

Mme le Vice-Président: Vous vous levez en vertu de l'article 100, M. le député, j'imagine; est-ce que c'est une question que vous voulez poser?

M. Mailloux: Oui, je veux poser une question, parce que tantôt le ministre des Transports a dit qu'il demanderait l'unanimité...

Mme le Vice-Président: Alors, M. le ministre des Transports, permettez-vous? Un moment s'il vous plaît, M. le député. M. le député de Charlevoix. Un moment s'il vous plaît! Un moment s'il vous plaît! Un moment, M. le ministre. M. le député de Charlevoix, je dois d'abord demander au ministre des Transports s'il accepte que vous posiez une question.

M. Lessard: Mme le Président, je n'ai pas le temps.

Mme le Vice-Président: Alors, question refusée.

M. Lessard: Ce n'est pas parce que j'ai peur, Mme le Président, je n'ai pas le temps.

M. Mailloux: Plutôt demander l'unanimité pour poursuivre au-delà de 20 minutes. Je vais vous donner la chance de poursuivre.

Mme le Vice-Président: M. le député de Charlevoix.

M. Lessard: Mme le Président, en argent dépensé dans la sécurité, on est passé de \$300 000 à plus de \$1 million.

Précisément \$1.5 million sera dépensé cette année sur la sécurité routière, parce que maintenant ils ne peuvent plus nous cacher les faits. Ils ne peuvent plus nous mentir en Chambre parce qu'on a les documents. On peut vérifier les faits. \$300 000 avaient été dépensés l'année précédente sur la sécurité routière, et aucune mesure, ou à peu près pas, sinon le long des routes, n'avait été prise à la radio ou à la télévision pour assurer une véritable campagne de sécurité routière. Qu'avons-nous fait depuis que j'ai assumé la responsabilité du ministère des Transports?

Au cours de l'été dernier — il y en a qui sont sourds ou qui ne regardent pas la télévision, qui ne lisent pas les journaux, qui n'écoutent pas la radio — le ministère des Transports a dépensé \$250 000, seulement dans un secteur, près de l'ensemble du budget de sécurité routière qu'il y avait l'année dernière, \$250 000 pour une vaste campagne de publicité sur le port de la ceinture de sécu-

rite. Les citoyens ont entendu parler depuis le 25 novembre de la ceinture de sécurité. Avant, ils avaient entendu parler d'une loi. On se glorifiait d'une loi, mais que vaut cette loi si elle n'est pas appliquée, Mme le Président?

M. Mailloux: Vous êtes au pouvoir, faites-la respecter!

M. Lessard: Vous répondrez tout à l'heure. L'un des principaux thèmes abordés dans la publicité du ministère montre une fillette — je pense à cette mesure — qui va même jusqu'à attacher sa poupée pour prouver l'universalité du port de la ceinture.

M. Verreault: C'est le ministre qu'on va attaquer.

M. Lessard: Mme le Président, lorsqu'on a dit qu'on n'a rien fait, je pense que tout le monde connaît ce thème: tout le monde s'attache au Québec. Au-delà de 1200 insertions ont été inscrites à la grille horaire d'une vingtaine de postes de radio pendant que 300 autres ont été prévues à la programmation des deux grandes chaînes de télévision et de stations privées pour promouvoir le port de la ceinture.

Dans la préparation de son plan sur l'utilisation des media, le ministère des Transports a privilégié l'utilisation de la radio afin de rejoindre le plus efficacement possible l'automobiliste sur la route, à la maison et dans les centre-ville. Dans cette perspective, la publicité radiophonique a été intensifiée au cours des fins de semaine, durant la saison estivale, durant la semaine du travail où le taux de fréquentation du réseau routier atteint son point culminant.

En même temps, Mme le Président, je me suis assuré de la collaboration du ministre de la Justice pour prévoir même des barrages, et les gens qui ne portaient pas la ceinture de sécurité ont reçu des infractions. Pour la première fois, de façon pratiquement systématique, on a décidé que la loi du port de la ceinture de sécurité serait respectée.

Echelonné sur trois mois, ce programme de sensibilisation s'est terminé avec la rentrée scolaire en septembre. Enfin, de nombreux autobus sillonnant des parcours fréquentés dans plusieurs régions du Québec portent le message du ministère aux citoyens sur des placards publicitaires installés à l'arrière des véhicules. L'information sur le port de la ceinture a également été transmise par l'affichage dans des stations-service et sur des panneaux de signalisation aux abords des routes.

Il y avait un autre secteur dont a parlé le député de Marguerite-Bourgeoys, un autre secteur qui est fondamental pour chacun d'entre nous, un autre secteur où l'ancien gouvernement n'a absolument rien fait, encore une fois. C'est le secteur scolaire, le secteur au niveau de la sécurité des enfants, parce que 10 000 autobus d'écoliers transportent tous les jours le Québec de demain.

Une nouvelle mascotte que je vous présenterai tout à l'heure, mais que vous aurez de la difficulté à comprendre, qu'on nomme "Clignotobu-

sagix" — "Sagix" pour les intimes — vient d'apparaître dans le monde des media et se propose bien de visiter tout le territoire et toutes les écoles du Québec. Il est vrai que nous avons certaines difficultés de ce temps-ci étant donné que la Presse et le Soleil sont en grève, mais nous tenterons de pallier cette situation en utilisant les journaux régionaux.

Cette campagne de sensibilisation se présente en deux volets. Dans un premier temps, "Sagix", pour les intimes, est apparu dans les journaux et s'est fait entendre à la radio.

Sur le plan purement technique, il convient de préciser qu'au total 405 messages radiophoniques ont occupé les grilles media des 34 stations du Québec, tandis que 23 000 lignes présentaient une réclame imprimée dans 21 journaux. Le ministère déboursa ainsi \$100 000. D'ailleurs, pour informer tous les députés, nous vous ferons parvenir cette publicité. Vous avez cette mascotte qui sera présentée dans toutes les écoles du Québec, "Clignotobusagix". Pourquoi "Clignotobus"? Parce que les enfants comme les autobus clignent des yeux. La différence entre le Parti libéral, c'est que les enfants ouvrent les yeux. "Sagix" parce qu'il donne des conseils de sécurité aux enfants. Il est sage. Le Parti libéral n'est pas sage.

A cause de son nom et du hibou qu'elle incarne, les concepteurs publicitaires croient au pouvoir évocateur de la mascotte, d'abord, pour attirer la curiosité des automobilistes, ensuite pour s'attacher les enfants. Si cela avait été le Parti libéral, ils auraient probablement pris la chauve-souris parce que cet animal se promène toujours à la noirceur.

De concert avec la Ligne de sécurité du Québec et grâce aux bons offices des agents de prévention routière du ministère, "Sagix" se propose bien de visiter les jeunes du niveau primaire. Il est évident qu'une telle visite ne s'improvise pas. Il sera impérieux d'obtenir la collaboration et même la complicité des professeurs pour préparer les élèves à la venue du sage hibou.

Il est certain aussi, Mme le Président, que cette publicité ne se fait pas entre 22 h 30 et 23 heures ou entre 23 heures et minuit, parce que les enfants sont couchés. Les députés ne le sont pas. L'horaire a été choisi en relation avec l'horaire des émissions qui sont présentées aux enfants.

Pour faciliter une approche positive auprès de l'élève, le professeur disposera de marionnettes en plastique que je viens de présenter, qu'il distribuera aux jeunes prêts à inventer entre eux d'autres dialogues avec "Sagix". D'ailleurs, justement, derrière cette marionnette, il y a un dialogue qui s'adresse aux enfants et qui se fait entre "Clignotobusagix" et l'enfant.

Parce que la grande faucheuse oeuvre principalement dans les rangs des plus jeunes enfants qui empruntent les autobus jaunes — 572 victimes au cours des trois dernières années — et aussi parce que tout semble indiquer qu'un enfant est surtout frappé par un automobiliste en fin de journée, alors que l'obscurité entre chien et loup descend, les concepteurs de la campagne ont prévu des collants de couleurs réfléchissantes pour les sacs d'écoliers... Déjà.

Mme le Vice-Président: M. le ministre, deux minutes peut-être.

Une Voix: On pourrait lui donner une demi-heure de plus.

M. Lessard: Mme le Président, si je peux avoir l'unanimité, dans une dizaine de minutes, je pourrai terminer.

Des collants ont été tirés à un demi-million d'exemplaires pour répondre à la clientèle du niveau maternel et primaire. Un adhésif particulier a été prévu pour assurer une quasi-permanence de ce matériel de sécurité. C'est donc, Mme le Président — je vais aller vite — une volonté ferme d'intervenir dans le secteur de la sécurité routière. En janvier prochain, une autre campagne sera présentée aux enfants. Particulièrement, on mettra sur le marché à l'intérieur des écoles un jeu qui s'adressera aux élèves des écoles primaires et qui initiera l'enfant à la connaissance de la signalisation routière. De crédits de \$101 000 seront consacrés à cet effet.

Je le disais tout à l'heure: En plus du million qui sera dépensé par le ministère des Transports dans la sécurité routière, \$550 000 seront dépensés par le ministre responsable de la protection du consommateur en vue de sensibiliser les jeunes de 15 à 25 ans à la réduction de la vitesse et au port de la ceinture de la sécurité. Nous avons participé à des expositions partout à travers le Québec pour justement démontrer la valeur de la ceinture de sécurité.

Au point de vue de la législation, un projet de règlement portant sur l'enseignement de la conduite sera déposé prochainement à l'Assemblée nationale. Le Code de la route sera modifié. Nous aurons la diminution de la vitesse sur les autoroutes à 100 kilomètres heure.

M. Mailloux: Mme le Président.

Mme le Vice-Président: M. le député de Charlevoix.

M. Mailloux: ... ce n'est pas mon intention d'interrompre l'honorable ministre des Transports dans sa contribution à un projet de loi où il est fortement impliqué à tous les instants, mais étant donné qu'il a la responsabilité de la préparation du Code de la route, et l'on sait pertinemment bien que le nombre d'accidentés dans le Québec influence les coûts du système, je voudrais demander, c'est...

Mme le Vice-Président: M. le député, est-ce que vous demandez au ministre d'expliquer quelque chose de son discours, ou si vous vous levez sur une question de règlement? Voulez-vous préciser, s'il vous plaît!

M. Mailloux: Mme le Président, je voudrais vous dire, au nom de l'Opposition officielle, que je n'ai aucune objection à ce qu'il prenne le temps voulu pour s'expliquer. Mais je lui poserais l'interrogation suivante: Comme son gouvernement est

au pouvoir depuis le 15 novembre dernier, qu'il dise donc à cette Chambre, dans l'action qu'a voulu entreprendre le gouvernement, combien d'infractions il y a eu pour les personnes qui n'ont pas porté la ceinture de sécurité?

Mme le Vice-Président: M. le député, un moment, s'il vous plaît! Vous terminerez votre intervention... M. le ministre, il me fallait vous demander si vous acceptiez la question.

M. Lessard: Mme le Président, si le député me pose cette question, je pourrai plus tard lui répondre, lui donner tous les renseignements. Il avait posé cette question à la période des crédits. Vous m'aviez posé cette question à la période des crédits.

Mme le Vice-Président: M. le ministre, j'étais debout au moment de votre intervention, alors, je vous demanderais de répéter votre réponse.

M. Lessard: D'accord.

Mme le Vice-Président: Parce que j'étais debout, à ce moment-là, ce n'est pas enregistré.

M. Lessard: Je suis prêt, Mme le Président, je m'excuse, je me lève toujours trop vite, ma chère madame.

M. Mailloux: Il nous parle de l'intention mais il ne nous parle pas...

M. Lessard: Je suis prêt à demander au ministre de la Justice de déposer ces renseignements. Le député de Charlevoix m'avait...

M. Mailloux: Je vous ferai remarquer que le gouvernement ne fait pas respecter la loi.

M. Lessard: Le député de Charlevoix m'avait posé cette question et, après vérification, j'ai constaté, justement, c'est-à-dire entre la période de l'adoption de la loi de la ceinture et le 25 novembre, qu'il n'y avait pas eu d'infractions.

M. Mailloux: Jusqu'à maintenant, vous êtes au pouvoir depuis dix mois et vous avez fait quoi?

M. Lessard: Jusqu'à maintenant? Vous verrez les informations. Le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières m'informait qu'il y a quelques jours elle a été elle-même arrêtée.

M. Mailloux: Qu'elle s'attache!

M. Lessard: Non, c'est parce qu'il y avait un barrage, trois policiers, attention! Trois policiers faisaient un barrage pour vérifier. Comme vous le savez, en vertu de la loi, son conducteur a le droit de ne pas porter sa ceinture de sécurité au travail, il n'y a pas eu de problèmes. Mais pour vous démontrer qu'il y a une volonté du gouvernement de faire respecter cette loi et d'établir des barrages,

moi-même, j'ai été arrêté à Baie-Trinité pour vérification d'automobile. Je leur ai demandé, parce que j'avais ma ceinture de sécurité, c'était moi qui conduisais: Est-ce que vous vérifiez la ceinture de sécurité? Oui, nous vérifions la ceinture de sécurité. Pendant un certain temps, avant la campagne sur le port de la ceinture de sécurité, nous avions toléré, les policiers avertissaient, mais il y avait arrêts. Sur le boulevard Talbot, à deux ou trois reprises, il y a eu des barrages pour dire aux gens: Maintenant, cela va devenir obligatoire, il va y avoir infraction.

Mme le Vice-Président: M. le ministre, est-ce que je peux vous rappeler à la pertinence du débat et vous demander de conclure rapidement?

M. Lessard: Mme le Président, la pertinence du débat...

Mme le Vice-Président: Je comprends que vous avez le consentement unanime, mais vous dépassez quand même pas mal le temps.

M. Lessard: Un élément fondamental de la loi 67 — tous les députés en cette Chambre en ont parlé — pour faire en sorte que le coût de l'assurance automobile puisse diminuer, ce sont justement les mesures de sécurité. Je disais tout à l'heure, et je vais tenter de terminer le plus tôt possible, qu'au niveau de la législation, nous présenterons des amendements au Code de la route qui seront très sévères, en particulier, en fait, sur l'ivresse au volant, et, aussi, un amendement au Code de la route qui modifiera la vitesse sur les autoroutes et diminuera la vitesse à 100 kilomètres-heure.

Dans le domaine de la vérification mécanique des véhicules, nous avons déjà un projet complet de règlements visant à instaurer l'inspection obligatoire dans le cas de transfert du droit de propriété. Ce projet fera, lui aussi, l'objet d'une analyse en vue d'en établir le système administratif et les coûts inhérents. J'allais dire aussi, Mme le Président, qu'il est exact que l'ancien ministre des Transports, le député de Charlevoix, a fait un effort particulièrement en ce qui concerne le port de la ceinture de sécurité, mais jamais son gouvernement comme tel n'a eu la volonté honnête d'établir un programme et de prévoir des budgets.

C'est cela, même si nous avons la volonté d'établir une politique de sécurité routière, si les budgets ne sont pas là, si les budgets sont absents, il n'y a rien à faire. Son gouvernement était beaucoup plus préoccupé par les olympiades de Drapeau que par la sécurité au Québec. Nous prévoyons aussi un amendement à la Loi de l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile en vertu duquel — Ah! ce ne sera pas facile — il sera possible de suspendre pour une période de trois mois — je sais que l'ancien ministre des Transports a eu aussi ce problème lorsqu'il a voulu présenter cet amendement — toute personne coupable d'avoir conduit avec facultés affaiblies.

Mais en même temps, par exemple, avant de

la présenter ou une fois que cette loi sera présentée, nous élaborerons toute une campagne de publicité sur les règlements de la sécurité routière pour que les gens sachent à quoi ils s'attendent, pour que les gens sachent que maintenant cela va être automatique. Facultés affaiblies: suspension de trois mois. Il me semble que les gens devront être responsables. Nous poursuivons des études préalables à l'élaboration éventuelle d'un règlement sur l'utilisation des sièges de sécurité pour enfants de moins de cinq ans ou de moins de 50 livres. Nous sommes en train de réviser, en collaboration avec les associations de spécialistes, les dispositions de notre guide médical afin de le rendre conforme à l'état actuel des connaissances. Certaines conditions d'obtention du permis de conduite seront modifiées pour tenir compte des aptitudes physiques des candidats au permis.

La surveillance routière — on en parlait tout à l'heure — le ministère des Transports accorde toute la collaboration aux corps policiers, comme la Sûreté du Québec, par exemple, qui ont entrepris d'exercer une surveillance plus étroite sur les limites de vitesse et sur le port de la ceinture de sécurité. En collaboration avec les régisseurs du transport scolaire, nous venons de mettre sur pied un nouveau mécanisme d'intervention dans l'inspection mécanique des autobus scolaires, de sorte que dorénavant nos inspecteurs pourront plus efficacement détecter les véhicules dangereux. Dès janvier 1978, tous les corps policiers du Québec utiliseront une nouvelle formule uniforme pour les accidents.

J'ai même demandé, il y a quelques semaines, une enquête, une étude-chiffres que nous avons au ministère depuis des années et des années sur le taux d'accidents à des points névralgiques, à des points de circulation importants, ce que j'appellerais les points rouges, ce que le Parti libéral nous a laissé. Par exemple, la 640, où il y avait véritablement des dangers constants de mortalité. Aussitôt que j'ai constaté qu'il y avait eu un accident, j'ai pris les mesures nécessaires pour prévoir les crédits pour corriger. Nous aurons donc sur une carte les points rouges, c'est-à-dire les endroits où le taux d'accidents est le plus élevé, à cause, dans beaucoup de cas, du fait que la route est mal faite et mal construite, ou encore que la signalisation est mauvaise. J'ai donc demandé de me déterminer des points rouges et, au cours du prochain budget, nous allons prendre toutes les mesures nécessaires pour corriger ces points rouges.

La formation. En date du 1er janvier 1977, généralisation dans toutes les écoles de conduite du Québec d'un cours de base uniforme pour l'enseignement de la conduite des véhicules de promenade. Ce cours existait, mais la différence est que ce cours de base comporte maintenant 30 périodes de théorie et huit ou dix heures de pratique, respectivement, pour les voitures à transmission automatique ou manuelle. Nous terminons actuellement la confection d'un cours de base uniforme pour l'enseignement de la conduite en motocyclette. Parallèlement, nous sommes à mettre en

place les mécanismes requis pour faire passer des examens spécifiques pour le permis de conduite d'une motocyclette.

D'ailleurs, une campagne de sécurité devra se faire spécifiquement pour les conducteurs de motocyclettes. Nous publierons bientôt par tranches notre manuel de référence sur les techniques et l'art de conduire. Le premier fascicule sortira des presses en janvier et portera sur la signalisation routière. Nous entreprenons actuellement la mise au point du contenu d'un cours de formation pour le personnel enseignant des écoles de conduite, moniteurs et instructeurs. Nous avons, à cet égard, sollicité le concours de la Direction générale de l'enseignement supérieur du ministère de l'Éducation. Nous sommes actuellement à réviser des examens au permis de conduire pour le véhicule de promenade et à confectionner des questionnaires spéciaux pour le permis de conduire en véhicule lourd.

Dans ce dernier cas, on donne déjà des cours de recyclage à notre personnel d'examineur et j'ai même demandé au ministre de l'Éducation de prévoir des cours pour des conducteurs de camions lourds. Au début de 1978, nous projetons de relancer dans le public, de façon intensive, le cours de conduite préventive qui constitue une façon de perfectionner les détenteurs de permis de conduire dans l'art de bien conduire. D'autres programmes, Mme le Président, je pourrais continuer, seront mis en vigueur. Nous n'avons pas tout fait, j'en conviens.

Il n'y a pas un gouvernement qui puisse régler tous les problèmes du Québec dans l'espace de dix mois, mais pendant six ans vous avez fait quoi? Vous avez déjà été là au gouvernement. Pendant dix mois, nous avons fait plus que vous n'avez pu faire en six ans.

Voilà, c'est en ce sens qu'on devrait...

M. Goldbloom: Mme le Président, j'invoque le règlement.

M. Lessard: Vous, vous n'avez rien fait.

M. Goldbloom: Mme le Président, j'invoque le règlement.

M. Lessard: ... c'est dans ce sens que les députés devraient approuver...

Mme Le Vice-Président: Il y a une question de règlement, M. le ministre. Sur une question de règlement, M. le député de D'Arcy McGee.

M. Goldbloom: Mme le Président, le ministre poursuit son discours en vertu d'un consentement unanime de la Chambre. Très respectueusement, je voudrais vous rappeler que vous avez tenu pour acquis que ce consentement existait. Si le ministre veut poursuivre son discours pour exposer ce que fait le gouvernement, je suis prêt à continuer de lui accorder ce consentement. Mais s'il passe son temps à faire des attaques absolument inutiles, je vais le retirer.

M. Lessard: Mme le Président, de toute façon, je terminais.

Mme le Vice-Président: M. le ministre.

M. Lessard: De toute façon les interventions du député ne m'ont jamais tellement touché, sinon justement par la soumission que nous avons toujours constatée dans ses interventions.

Mme le Président, je termine.

Le Vice-Président: Revenez à votre intervention sur le projet de loi de l'assurance automobile.

M. Lessard: Je disais, Mme le Président, que nous avons une volonté de diminuer les coûts de l'assurance automobile et qu'en collaboration avec le ministre responsable de ce projet de loi, nous allons continuer, dans ce secteur, à prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'on diminue considérablement les accidents d'automobiles.

C'est là un facteur très important dans l'assurance automobile. Mais nous présentons — je le disais et nous n'avons pas l'impression d'avoir tout fait — un projet de loi qui est demandé par l'ensemble de la population. Vous devriez, vous-mêmes, parce que vous n'avez jamais eu le courage d'appliquer le rapport Gauvin, vous associer à nous, au parti ministériel, pour approuver le projet de loi no 67. Merci.

Mme le Vice-Président: M. le député de Huntingdon.

M. Claude Dubois

M. Dubois: Merci madame, j'interviens pour apporter quelques remarques sur le projet de loi no 67, projet qui, à mon sens, est très loin de répondre aux vœux et aux aspirations du peuple québécois. En tout premier lieu, l'étatisation du régime de l'assurance automobile ne devrait même pas être une préoccupation du ministre. Les objectifs visés par le ministre, dans son projet de réforme, devaient apporter comme éléments principaux des coûts plus bas et des indemnités équitables. Il semble bien et il est très évident qu'il en sera autrement. Également, ce projet devait aussi amener l'assurance de délais plus courts aux règlements des accidentés, mais connaissant la lourdeur et l'inefficacité de l'appareil administratif gouvernemental, il serait illusoire de dire que cette réforme apportera les résultats anticipés. Même si les intentions sont parfois louables, l'entreprise privée ne peut être remplacée d'une façon efficace par une administration étatique.

Il ne semble pas que le ministre ait prouvé, d'une façon précise, la justification du geste qu'il s'apprête à poser. L'aspect social de cette étatisation à elle seule ne peut être l'argument valable pour la création de ce monopole d'État. L'assurance obligatoire et le "no fault" en matière de dommage corporel devaient être apportés, mais tout en laissant l'entreprise privée en assumer toute l'administration.

Je pense que nous pouvons tous imaginer toute la bureaucratie qu'engendrera ce système. C'est certainement le rôle de l'Etat de légiférer afin de protéger l'intérêt des citoyens. Mais le dynamisme du secteur privé a fait ses preuves et est totalement structuré et qualifié pour mettre en application, à la satisfaction du public, une loi ordonnée et logique. Egalement, il est à souligner que ce projet de loi enlève le recours judiciaire à un indemnisé non satisfait, ce qui, à mon sens, est antidémocratique.

Une forme de droit d'appel devrait être préservée si nous voulons que les droits individuels soient respectés au Québec. Il faut également parler du coût de ce système, point crucial sur lequel les consommateurs sont loin d'être fixés. Ce monstre administratif n'est certes pas très rassurant pour les citoyens de la province, les plus taxés au Canada. Je me dois de souligner aussi que pour beaucoup d'assurés il y aura trois intervenants, deux systèmes d'indemnisation, soit un pour le corporel et l'autre pour le matériel, et aussi un troisième pour d'autres risques qui ne seraient pas inclus dans les deux premiers systèmes.

Le coût prévu pour l'administration dans le domaine des blessures corporelles indiqué à 6% est tout à fait incohérent et ne peut, en pratique, s'approcher de la réalité quand on le compare spécifiquement aux coûts administratifs de la Commission des accidents du travail où les employeurs défraient une grande partie des coûts administratifs qui, dans votre régime, sont totalement aux frais de l'Etat. Mon collègue, le député de Nicolet-Yamaska, a, avec brio, couvert la majorité des points qu'il était important de souligner. Cependant, à mon sens, il y en a un, en particulier, qui n'a pas été assez approfondi. Je parle des revendications des agriculteurs sur ce projet de loi, lesquels sont reconnus au titre des conducteurs les moins fréquemment impliqués dans des accidents.

Les statistiques publiées par le Bureau d'assurance du Canada démontrent, d'une façon claire et précise, que les agriculteurs du Québec — et ce basé sur des chiffres de 1975 — sont responsables ou sont impliqués dans des accidents à une fréquence de 4,94 par 100 véhicules assurés. Cette norme est basée sur 43 000 véhicules de promenade assurés. Si on compare ces données à la fréquence des non-agriculteurs, ces derniers ont une fréquence de 10,24 accidents par 100 véhicules assurés. Voilà pourquoi les agriculteurs jouissent de réductions allant jusqu'à 50% sur leurs primes d'assurance. Dans le cadre du projet de loi no 67, ces agriculteurs devront déboursier une prime de \$120 à \$125 pour les blessures corporelles, alors qu'actuellement il ne leur en coûte que \$55.

En ce qui a trait aux dommages matériels, il en coûtera aux agriculteurs des augmentations de primes allant jusqu'à 30% et tout cela sans parler des \$15 additionnels pour le permis de l'épouse et davantage s'il y a d'autres conducteurs dans la famille. Les agriculteurs ont raison de se poser de sérieuses questions en ce qui a trait à tous les autres véhicules de ferme; je pense aux camions de ferme, aux machines automotrices et à beaucoup

d'autres qui circulent sur nos routes dans le secteur rural. Il n'y a rien d'explicite à ce sujet dans la loi.

Ce projet de loi ne correspond pas du tout aux aspirations des Québécois et sert très mal les intérêts de la collectivité. Au nom des agriculteurs de mon comté et du Québec en général, je dénonce formellement le régime d'assurance automobile proposé par Mme le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières. Ce régime est inadéquat et injuste envers les producteurs agricoles et il est également contesté par la majorité des Québécois. Pour ces raisons, je n'appuierai pas ce projet de loi en deuxième lecture. Merci.

Mme le Vice-Président: M. le ministre des Affaires culturelles.

M. Louis O'Neill

M. O'Neill: Mme le Président, à la suite de la remarquable présentation de ce projet de loi par Mme le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières et à la suite de ces nombreux renseignements sur la sécurité routière qui nous ont été fournis ce matin par M. le ministre des Transports, il pourrait sembler superflu d'ajouter quelques propos favorables à ce projet de loi.

Mais étant donné qu'il y a des préjugés qui ont la vie dure, étant donné que nous sommes face à une étonnante Opposition, non pas dans la consistance mais dans la durée, il m'apparaît maintenant utile d'ajouter quelques propos, donc, en faveur de ce projet de loi, et nous demander finalement de quoi il s'agit et peut-être nous demander aussi pourquoi on s'y oppose.

Je voudrais commencer ces quelques remarques par le récit d'un fait vécu, un de ces faits dont on peut être témoin ou dont on nous informe dans nos bureaux de comté ou lors de tournées. Ce fait vécu illustre bien, je crois, le côté dramatique du problème que nous étudions. Il s'est passé ici, pas très loin, dans la région de Québec, en janvier 1977. Un accident, le soir, qui implique trois automobiles, dont celle occupée par un entrepreneur artisan, père de cinq enfants, revenant chez lui, conduisant très prudemment. Il est donc impliqué dans un accident où il n'est nullement responsable. Blessé, séjour à l'hôpital, blessures multiples, invalidité partielle, pas d'assurance-chômage, obligation de changer d'occupation, de longs débats, beaucoup de dépenses en frais d'avocat, rien de réglé en novembre et on lui a dit: Peut-être encore trois ou quatre ans.

Les représentants de ce beau monde qui circule, n'est-ce pas, dans cette sorte de parvis du temple d'avocats et de courtiers, eh bien! ces représentants ont dit: Monsieur, considérez-vous chanceux, imaginez si cet accident vous était arrivé après la nouvelle loi de Mme Payette. C'est cela la réalité actuelle: une famille actuellement au seuil de la misère, avec un système qui ne la protège aucunement. Ce cas qu'on peut multiplier par quoi, par 100 et par 1000 et combien encore?

En fait, devant quoi sommes-nous au-

jourd'hui? Devant un projet de loi appuyé sur sept ans d'étude. Et chose étonnante, ce sont ces mêmes gens qui veulent le retarder encore, qui voudraient qu'il ne soit pas adopté, qui nous disent que nous étudions trop, qui nous font reproche d'être un parti victime de professeurs. Il semblerait que c'est extrêmement mal vu d'être un parti de professeurs. Ils vous reprochent d'étudier sans cesse et de ne point décider. Et voici qu'après multiples vérifications, après constatation qu'il s'agissait là d'un projet de loi pouvant mener à des mesures efficaces, pouvant amener une protection universelle, un projet de loi, encore une fois, qui a été vraiment bien vu, revu et encore une fois revu, nous avons décidé de prendre une décision, on nous dit: Mais non, messieurs, il faudrait étudier encore.

Sept ans, je pense que cela suffit, parce que des gens attendent. Oui, c'est une loi attendue, même si, d'une certaine manière, il est vrai que certaines gens en ont peur, parce qu'on a semé des rumeurs. J'ai remarqué cela, dans mes tournées d'un certain nombre de comtés que j'ai vus récemment, que des gens expriment des craintes. Quand nous posons des questions, nous disons: Sur quoi est fondée votre crainte? Qu'est-ce que c'est exactement qui vous fait peur? Ils nous répondent: Bien, ils nous ont dit que... Il y a des gens qui ont dit que... Il y a des gens qui, depuis des semaines, essaient de saboter la loi, et il y a des gens tout simplement qui ont peur. De quoi? Ils ont peur que nous réussissions. C'est ce qu'ils craignent. Ils ne craignent pas notre échec, ils craignent notre réussite, tout comme d'ailleurs certaines gens qui manifestent, disent-ils, leur inquiétude sur la situation économique du Québec. En réalité, ce qu'ils craignent, c'est que ce gouvernement, finalement, surmonte ses difficultés économiques, connaisse le succès. Dans le fond de leur cœur, on a parfois l'impression qu'ils souhaitent que ce soit un échec.

Donc, oui des gens ont peur, parce qu'on a semé toutes sortes de rumeurs. Mais quand vous leur dites: Aimeriez-vous que la situation actuelle perdure? Ils nous disent: Bien non, pas du tout! Il nous faut une loi nettement meilleure. Et au fond, c'est la question, personne ne défend ce régime actuel chez les citoyens, chez nos électeurs. Les gens souhaitent quelque chose de nouveau.

Si ce n'était de cette sorte de campagne de rumeurs qu'on a mise en application un peu partout au Québec, il n'y aurait aucune discussion chez les gens sur l'urgence et l'utilité de cette loi. C'est une loi que l'on combat sans solution de rechange, en essayant de faire oublier le caractère intolérable de la situation actuelle des gens jamais indemnisés, des indemnités insuffisantes, des gens qui ne sont pas assurés, des gens qui se sont résignés à des compensations vraiment minables, simplement parce qu'ils n'avaient pas le moyen de faire appel aux avocats les plus compétents ou habiles, et, devant tout ce risque de procédures indéfinies, ils ont préféré céder.

Je suis frappé de voir comment, dans les discours que nous entendons, il y a bien peu de choses pour nous expliquer ce fameux système qui

serait fondé sur cette vertu particulière de la propriété privée, comment ce système aurait les qualités nécessaires pour répondre actuellement aux attentes.

Il s'agit de quoi finalement aussi? d'une loi de caractère mixte. On nous l'a reproché dans certains milieux, une loi de caractère mixte qui fait confiance à l'entreprise privée, mais tout en refusant de lui abandonner un secteur où elle a échoué, en grande partie. Cela est la vérité. Il y a évidemment le mythe. Je l'entendais tout à l'heure encore, on nous le rappelait, ce mythe qui dit que tout ce qui est privé est meilleur que ce qui est public. Cela peut être démenti par 50 ou 100 faits dans l'histoire, ici ou ailleurs, il y a toujours quelqu'un pour le répéter, par exemple, ne serait-ce que ce coût extrêmement élevé dû à des frais administratifs difficilement explicables. Cette idée que l'on commettrait une erreur chaque fois que l'Etat, responsable du bien commun, déciderait, pour des raisons tout à fait majeures de services publics et de sécurité publique, d'intervenir dans un secteur où ceux qui étaient responsables pendant des années n'ont pas été capables de bien s'acquitter de leur travail!

Rappelez-vous, M. le Président, que récemment, ces dernières années, quand nous allions demander à un courtier de nous assurer, c'était une faveur qu'il nous faisait. Il condescendait à nous assurer, disant: Vous savez, cela ne paye tellement pas. C'est épouvantable. Mais je vais le faire à la condition que je puisse également assurer tout ce que vous avez d'assurable. Ces messieurs condescendaient à nous assurer, et maintenant ils réclament cela comme un droit. On a mis les gens dans une situation telle qu'il fallait nécessairement que l'Etat intervienne. Remarquons que c'est ce gouvernement-ci qui intervient. Cela aurait pu être le gouvernement précédent. Il lui a manqué, non pas l'information pour le faire, mais une chose, c'est très simple, qui s'appelle la volonté politique.

Cette loi que nous nous préparons à adopter pourra s'améliorer à l'usage, c'est bien normal. Nous ne disons pas qu'elle est parfaite, car il n'y a pas de loi parfaite, mais il y a une urgence devant nous, il y a un long travail de réflexion qui a été fait. Nous avons des gens extrêmement compétents qui prennent charge de son application. Je crois qu'il y a à ce moment une seule décision politique qui s'impose, celle de répondre aux attentes de la population et arrêter de multiplier les mesures dilatoires empêchant les citoyens de profiter enfin de cette loi.

On pourrait, et je termine par là, M. le Président, s'interroger sur les motifs qui inspirent l'opposition à cette loi. Il y a peut-être ce vieux mythe de l'entreprise privée qui serait en soi la solution de tous les maux du monde. Il y a des gens qui y croient comme si l'idée d'entreprise privée avait été donnée par le bon Dieu à Moïse sur le mont Sinaï. L'histoire montre qu'il y a de ces mythes qui ont la vie dure, mais on sait très bien, les faits nous le démontrent, qu'il faut introduire beaucoup de nuances. Il y a nettement des cas où c'est assez manifeste, où seul l'Etat, responsable du bien

commun — et surtout un gouvernement libre de toutes sortes de pressions venant de forces économiques diverses — peut être le maître d'oeuvre des mesures qui s'imposent pour sauvegarder les droits de la population.

Encore une fois, je me demande, si, finalement, ce que l'on craint le plus, c'est non pas l'échec de la loi, mais son succès. On aura fait la preuve qu'il y a, une fois de plus, des interventions étatiques, et surtout celle-là, je dirais équilibrée, bien réfléchie, réaliste, qui sont nécessaires et efficaces. On aura peut-être donné un coup de plus à ce vieux mythe selon lequel il n'y aurait que l'entreprise privée qui aurait toutes les capacités, tous les talents et tous les charismes. On craint peut-être l'échec, on craint peut-être le succès de cette loi, parce qu'on dit, à part cela, si c'est le gouvernement qui fait voter cette loi et qui réussit, cela va encore hausser son image dans l'opinion publique. Il se développe, à ce moment-là, un climat de confiance.

On se dira que ce gouvernement qui administre si bien dans la vie quotidienne face à nos problèmes concrets, il deviendra un peu normal de lui faire confiance pour l'orientation générale de la vie collective au Québec.

M. le Président, ce que je propose donc est un essai loyal de cette loi. Je tiens à féliciter d'une façon particulière, Mme le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières qui a pris charge d'affronter ce défi. Tout le monde sait que c'était une loi extrêmement importante. Je tiens à l'appui des citoyens qui sentent bien que dans cette affaire, ce que cherche le gouvernement du Québec, c'est avant tout de servir non pas de petites catégories de citoyens privilégiés, mais l'ensemble de la population québécoise.

Le Président suppléant (M. Marcoux): M. le député de D'Arcy McGee.

M. Victor-C. Goldbloom

M. Goldbloom: M. le Président, les lacunes du régime actuel sont assez bien connues. L'unanimité se fait facilement autour de la nécessité de les fermer. Il est donc malheureux qu'il n'y ait pas d'unanimité autour du remède proposé par Mme le ministre, mais il n'y en a pas.

Il est évident que parmi les lacunes, la plus importante est peut-être celle qui permet à une victime innocente de ne pas être suffisamment protégée. À cet égard, que l'on rende l'assurance obligatoire, il me semble que c'est une chose qui s'impose.

Je me permettrai de tracer une certaine comparaison avec un régime d'une importance au moins certainement égale, celui de l'assurance-

maladie qui, après tout, a traversé une histoire un peu semblable, est passé par la longue période au cours de laquelle il n'y avait pas d'assurance universelle obligatoire. Donc, il y avait des gens qui avaient effectivement de la difficulté à se faire soigner convenablement.

Il y a quand même certaines différences. Il y a évidemment le problème des mauvais risques qui se présentent dans les deux cas. On se rappelle qu'avant l'existence de l'assurance-maladie, les personnes âgées, les gens qui étaient déjà malades au moment où ils demandaient d'être assurés, les bébés prématurés, les malades mentaux avaient beaucoup de difficultés à se faire assurer. Il a fallu corriger cette situation par l'universalité du régime public.

Il faut se rappeler que dans le cas de l'assurance-maladie, on protège surtout soi-même, tandis que dans le cas de l'assurance automobile, on protège dans une importante mesure les autres. Le problème de faute ne se pose presque pas dans le cas de l'assurance-maladie. Généralement l'assuré et la victime sont la même personne. Le mauvais risque, en termes d'assurance, ne met pas la santé des autres en danger, en règle générale, par le fait de ne pas être assuré.

J'ai écouté tout à l'heure le ministre des Communications qui parlait de la comparaison entre l'entreprise privée et l'entreprise publique. Il disait, en quelque sorte, qu'il ne faut pas attribuer toutes les vertus à l'entreprise privée parce qu'il y a des centaines d'exemples dans l'histoire du monde où l'entreprise publique a réussi à mieux servir l'intérêt du bien commun que l'entreprise privée auparavant.

Si cela est vrai — je pense que l'on pourrait trouver, au moins, autant d'exemples pour démontrer le contraire — il y a des cas où c'est l'entreprise privée qui est mieux située pour rendre le service et il y en a d'autres où c'est l'entreprise publique. Mais, si le gouvernement veut avancer l'argument que c'est l'entreprise publique qui est mieux placée pour régler les problèmes, qui est mieux placée pour combler les lacunes dans ce qui existe actuellement, pourquoi pas l'étatisation complète?

Après tout, on dirait: Dans l'entreprise privée, il y a des profits qui rentrent dans la poche de celui qui offre le service, tandis que, dans l'entreprise publique, s'il y a des profits, ils rentrent dans les deniers publics. On élimine des intermédiaires et, évidemment, dans le cas qui nous préoccupe, si on les élimine et si on élimine leurs profits, s'il y en a, on élimine aussi les revenus de certaines personnes. C'est une question qui doit être examinée avec énormément d'objectivité et de justice.

Il y a des perdants dans la situation où des coûts sont diminués, si, effectivement, le régime va finir par diminuer des coûts. Il y a les courtiers. Je pose simplement la question: Sont-ils collectivement ou en majorité, ou en portrait robot, si coupables que cela? Faut-il les punir? Je regarde la télévision comme vous, M. le Président, comme tous les membres de cette Chambre. Quand je regarde notamment les stations américaines, je remarque des annonces pour des régimes d'assu-

rance, des polices d'assurances qui insistent sur le fait que le courtier est une personne consciencieuse qui se place à la disposition de l'assuré en cas de besoin, et cela, notamment, parce que le courtier connaît mieux que le simple citoyen les droits de ce citoyen et les dédales du régime. Ne nous faisons pas d'illusions; il y aura toujours des dédales qui constitueront des complications et des difficultés pour le simple citoyen.

Il y a d'autres perdants: les avocats. On donne de cette profession un portrait robot de personnes riches, toujours très occupées, qui peuvent se départir des revenus impliqués par les cas d'assurance automobile sans en souffrir. Mais je me permets de vous rappeler que, dans les grands centres, on trouve sûrement des avocats qui sont bien nantis; on en trouve d'autres aussi. Mais, dans de petits centres de cette province, il y a des avocats qui comptent sur ce genre de causes pour une partie de leurs revenus et il faut songer sérieusement aux effets de ce que propose le gouvernement. En éliminant le méchant avocat, est-ce qu'on va finir par chasser un certain nombre d'avocats de petits centres de la province?

C'est à y réfléchir.

Si l'on diminue le rôle des avocats, on diminue en même temps celui des tribunaux. On dit qu'on va ainsi épargner du temps, des honoraires, des frais de cour. Tout cela peut être vrai. Il faudra être certain, quand même, qu'on rendra une meilleure justice à tous les intéressés dans le régime modifié que l'on propose. On dit que l'entreprise privée est en général peu dynamique, peu intéressée aux mauvais risques, trop gourmande de profits. Mais je reviens à ma question: Pourquoi pas l'étatisation totale? Nous avons devant nous une étatisation partielle, un système hybride. Quand j'ai vérifié dans le Petit Larousse pour savoir si ce mot voulait dire exactement la même chose en français qu'en anglais, j'ai remarqué que l'on mentionne que les hybrides sont rarement féconds.

J'attire votre attention sur ceci, M. le Président. Dans le journal des Débats, à la page B-6634 du mois d'octobre 1974, l'actuel ministre de l'environnement déclarait ce qui suit: "Le Parti québécois préconise depuis sa fondation l'établissement d'un régime public complet et obligatoire d'assurance automobile." Il a continué: "Quant à nous du Parti québécois, la création d'un régime d'Etat n'est pas qu'une solution ultime; c'est une solution qui s'impose d'urgence. Nous incitons le gouvernement à s'y engager immédiatement sans passer par une demi-réforme qui continuerait d'être insatisfaisante et qu'il faudrait recommencer au bout de quelques années." Je pense que l'on doit rappeler aux honorables amis d'en face la position prise par ce parti dans le passé et la situation actuelle présentée par le gouvernement dans ce projet de loi.

Il y a plusieurs éléments d'assurance qui seront nécessaires. Blessures corporelles, d'une façon, dommages matériels, de l'autre, revenus au-dessus de \$18 000, d'une autre façon, et la protection à l'extérieur. Quelle sera-t-elle exactement si les Québécois continuent, le premier ministre en tête, d'aller à Ogunquit, par exemple? Est-ce qu'ils

seront assurés au coût réel des accidents, au coût comparable ou au minimum exigé dans les Etats en question? Il faudra que chaque Québécois sache exactement quelle sera sa protection. Il ne faudra pas que l'on se croie assuré sans l'être dans les faits.

Actuellement, il y a certaines injustices dans le système et notamment à l'endroit de certains jeunes. Les jeunes, comme classe de la société, éprouvent une difficulté particulière à se faire assurer, qu'ils soient bons ou mauvais conducteurs.

Il est évident que si un jeune essaie, par exemple, de louer une voiture, s'il n'a pas encore 25 ans, il va probablement se voir refuser la location de cette voiture, quelle que soit sa feuille de route. Ce que nous allons voir, c'est que l'universalité du régime va permettre à des jeunes de s'assurer, mais là, comme dans la population dans son ensemble, il y aura un transfert de responsabilité financière pour le régime. Les bons conducteurs vont effectivement payer davantage pour que les mauvais risques soient assurés.

Il y a une chose un peu curieuse qui a été portée à mon attention et que je mentionne pour que le ministre puisse nous l'expliquer ultérieurement. On prévoit des amendes pour ceux qui ne s'assurent pas, mais on conserve des recours quant aux dommages matériels. Si c'est vrai, je pense que ça mérite des explications. La façon de laquelle on va récolter les sommes d'argent nécessaires pour l'administration du régime est connue et prévue dans le projet de loi, et on dit qu'il n'est pas désirable que le régime soit financé à même l'impôt sur le revenu. Si on a rejeté l'application des coûts contre le revenu, est-ce que c'est parce que l'on veut faire payer par l'automobile les coûts qu'elle impose à la collectivité? On l'aurait cru, en lisant ce qu'a dit Mme le ministre: "The policy of the government is to encourage public transit and energy conservation. We have to be logical and admit that there are too many automobiles on the roads of the province." Si c'est un problème, je crois qu'il en est un. Il y a, par rapport à ce que nous allons faire pour influencer le comportement de la population, une politique qui, enfin, est une politique énergétique et l'on doit, si l'on veut effectivement décourager l'utilisation de la voiture de plaisance et encourager l'utilisation du transport en commun, imposer un fardeau additionnel.

Mais comment peut-on dire à la population: Voici, d'un côté, un bon régime qui va coûter moins cher et, s'il coûte moins cher, va encourager l'utilisation de l'automobile privée et, de l'autre côté, dire: Il faut que votre automobile vous coûte plus cher parce qu'elle impose à la société des coûts importants par rapport à la pollution, à l'entretien des routes, à la disponibilité d'espaces de stationnement et le reste, et le reste?

On revient toujours à la même chose. On propose un régime parce que le public est mal protégé, mal servi. On dit que ce régime va aider la population à recevoir une meilleure valeur pour l'argent investi dans cette protection. Mais si on regarde le coût d'un accident, le coût en termes de dommage corporel, le coût en termes de matériel, le coût en termes de main-d'oeuvre, ces

coûts ne vont pas diminuer. La seule façon de diminuer le coût global du régime est de réduire le nombre d'accidents. Je n'ai pas l'intention de revenir sur tout ce que mon collègue de Charlevoix a dit; je me rappelle combien de fois et avec quelle chaleur il a été applaudi dans ses discours antérieurs par tous les membres de cette Chambre.

Je reviens au début de mes remarques pour exprimer, encore une fois, le regret que nous ne soyons pas en mesure de faire l'unanimité autour de ce régime. Pas seulement les députés qui siègent de ce côté-ci de la Chambre. Je me permets une brève citation de la revue *La Terre* publiée par l'Union des producteurs agricoles: "Le régime d'assurance automobile proposé par Mme Payette ne tient pas compte de la réalité des agriculteurs et est à la fois inadéquat et injuste envers tout ce groupe de citoyens. Des modifications au nouveau régime proposé s'imposent donc pour que les agriculteurs n'aient pas, encore une fois, à payer les pots cassés de tout le monde."

Vous voyez, c'est regrettable que le régime proposé par le gouvernement n'ait pas réussi à rallier les appuis. C'est pour exprimer ce manque d'unanimité dans la population, et pas simplement par désobéissance à l'endroit de Mme le ministre ou même du gouvernement, que nous nous sentons obligés d'exprimer, au nom de cette dissidence, notre impossibilité de voter en faveur du projet de loi. C'est à regret que je le fais parce qu'il est évident qu'il fallait améliorer des choses. Le débat ne tourne pas autour de cette nécessité, ni même autour de l'identité des choses à améliorer.

Le débat tourne autour des remèdes et nous jugeons, à notre regret, que le gouvernement n'a pas trouvé les bons.

Mme le Vice-Président: M. le député de Gaspé.

M. Le Moignan: Mme le Président, comme il ne reste que deux ou trois minutes et que je n'aurai pas le temps de réchauffer mes moteurs, je propose l'ajournement du débat.

Mme le Vice-Président: Cette motion est-elle adoptée?

M. Lessard: Adopté.

Mme le Vice-Président: Adopté.

M. Lessard: Alors, Mme le Président, puis-je proposer l'ajournement des travaux à mardi, quinze heures?

Mme le Vice-Président: Cette motion est-elle adoptée?

Des Voix: Adopté.

Mme le Vice-Président: Adopté. Cette Assemblée ajourne ses travaux à mardi, quinze heures.

(Fin de la séance à 12 h 56)

Compte rendu des débats de la Chambre

L'édition quotidienne du journal des Débats paraît le surlendemain de chaque séance.

Elle comprend le texte des discours et des interventions dans la langue où ils ont été prononcés à l'Assemblée nationale.

Un premier tirage limité est distribué aux députés et aux correspondants parlementaires une heure après le discours.

Les députés peuvent soumettre à l'éditeur, pour leur propre discours et dans les délais prévus, les corrections absolument nécessaires pour des erreurs de fait ou des fautes de forme.

Pour plus de 25 exemplaires des Débats, la commande doit être faite par écrit au bureau des Débats (74-A) au plus tard le lendemain du discours.

Un index est préparé chaque jour pour être publié à la fin de la session. On peut obtenir des informations du service de l'index en appelant 643-2771.

L'abonnement au journal des Débats est de \$8 par année et l'index est disponible au coût de \$2. Les chèques ou mandats-poste doivent être faits à l'ordre du ministre des Finances et envoyés au service des documents parlementaires.

*Le directeur,
Benoît Massicotte,
Bureau 74-A,
Téléphone: 643-2890*